

LES PROJETS AADL À ALGER S'ÉTERNISENT

SEPT ANS D'ATTENTE POUR LE CHOIX D'UN SITE

Page 5

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 6734 - JEUDI 9 JUILLET 2020

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

PROCÈS TAHKOUT

Lourdes peines requises

Page 3

IL PASSE PAR DES REFORMES STRUCTURELLES

TEBBOUNE LANCE SON NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Un plan de relance socio-économique visant l'édification d'une nouvelle économie nationale a été examiné lors d'une réunion interministérielle. L'exploitation « optimale » et « transparente » des richesses naturelles a été ordonnée par le président de la République, qui a instruit les ministres, concernées par l'élaboration de cette nouvelle feuille de route, d'engager des réformes structurelles. Les autorités ne comptent cependant pas abandonner le caractère social de l'État.
Page3



CORONAVIRUS

469 nouveaux cas, 235 guérisons et 10 décès en 24h

Page 2

SIDER EL-HADJAR

Le complexe sidérurgique saigné par les vols

Page 2

UN SÉVÈRE COUP PORTÉ AU TRAFIC DE DROGUE

Un baron de la drogue dans les filets de la police

Page 5

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

SIDER EL-HADJAR

Le complexe sidérurgique saigné par les vols

ENCORE une fois, le complexe sidérurgique d'El-Hadjar a fait l'objet, hier, d'un vol touchant les installations industrielles du haut-fourneau n°2 (HF2). 10 disjoncteurs industriels, 8 cartes spécifiques de marque Siemens et un module de communication ont été subtilisés, provoquant ainsi une double inertie au haut fourneau déjà à l'arrêt depuis des mois. Il y a à peine deux mois, le complexe sidérurgique d'El-Hadjar avait enregistré un vol spectaculaire de 3000 mètres de câble électrique de haute tension relié à toutes les installations sidérurgiques de l'usine d'El-Hadjar. Le ou les auteurs de ces vols n'ont pas encore identifiés par la gendarmerie qui a ouvert des enquêtes. Le complexe ne dispose pas de caméra de surveillance dans les lieux des vols.
Selon de nombreux sidérurgistes interrogés par le Jeune Indépendant il s'agit d'actes de sabotage. « Ces vols sont de nature à paralyser le fonctionnement du complexe sidérurgique d'El-Hadjar », ont indiqué des syndicalistes qui s'interrogent sur les motifs réels de cette série de vols. « Qui a intérêt de voler des disjoncteurs industriels et des cartes électroniques qui sont invendables sur les marchés connus, » lança un ingénieur membre du syndicat.
« A moins, répondent ces interlocuteurs, que le lot de ces vols est destiné pour y être écoulé à l'étranger, via la Tunisie, car s'agissant de produits achetés en devise et qui sont très chers à l'étranger ».
Il faut signaler que la sécurité du complexe sidérurgique d'El-Hadjar est assuré par la SGS, une filiale de gardiennage du groupe Sider, dont le personnel est recruté sans aucune formation professionnelle et aussi fortement issue de la population locale avoisinante de l'usine de l'acier. Plusieurs fois, les agents de gardiennage de la SGS ont été victimes d'agressions nocturnes de la part d'inconnus ayant réussis à pénétrer à l'intérieur du complexe sidérurgique.
La dernière visite du ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, a été, selon des syndicalistes, a servi de prospection sur le devenir du complexe sidérurgique d'El-Hadjar. « Le ministre semble tout connaitre des dysfonctionnements de l'usine d'El-Hadjar, on sait une chose pour le moment, c'est que l'Etat va agir dans peu de temps et les choses vont changer au niveau du complexe sidérurgique », a ajouté un autre syndicaliste. Pour le moment, devant le peu d'efficacité des agents SGS pour sécuriser l'usine sidérurgique, les services de la gendarmerie nationale de Sidi Amar sont sur le qui-vive. Nuit et jour les hommes en treillis vert font la ronde autour du complexe sidérurgique en attendant la mise en place d'une sécurité efficace dotée de caméras. Le complexe sidérurgique d'El-Hadjar emploie actuellement 6100 personnes.

Nabil Chaoui

CORONAVIRUS

469 nouveaux cas, 235 guérisons et 10 décès en 24 heures

Un lourd bilan de contamination à la Covid-19 a encore été enregistré hier en Algérie, avec 469 nouvelles infections au nouveau coronavirus, portant le total des cas confirmés à 17 348.

«469 nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 235 guérisons et dix décès ont été enregistrés durant les 24 dernières heures en Algérie, portant le total des contaminations à 17.348, des guérisons à 12329 et celui des décès à 978», a déclaré Pr Fourar.
Le porte-parole a précisé, lors du point de presse quotidien de suivi de l'évolution de la pandémie en Algérie, que le taux de contamination au Covid-19 s'élève à 39.42 cas pour 100.000 habitants.
Il a fait savoir que les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 58% des cas de contamination au nouveau coronavirus et celles âgées de plus de 60 ans représentent 29.5%.
Le responsable a aussi signalé que 75% des décès concernent des personnes âgées de plus de 60 ans et celles âgées entre 25 et 60 ans en représentent 24%.
Il a également indiqué que 34 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, alors que 10 autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif à la Covid-19 durant les dernières 24 heures.
Selon la même source, 10 wilayas ont enregistré entre 1 et 5 cas, tandis que 22 autres ont recensé plus de six cas chacune.
Les wilayas de Blida (1798 cas), Alger (1723 cas), Sétif (1614 cas), Oran (1065 cas) et Constantine (670 cas) représentent à elles seules 42% des cas de contamination et 40.33 % des décès enregistrés sur le territoire national.
Quant au nombre de personnes hospitalisées en réanimation, indicateur de la pression de l'épidémie sur le système hospitalier, Pr Fourrar a fait état d'une légère baisse, avec 52 patients admis dans les unités de soins intensifs à travers le pays (55 cas la veille).



Enfin, Pr Fourar a rappelé l'impératif de faire preuve de prudence permanente en respectant strictement les conditions d'hygiène, la distanciation sociale, le confinement et le port obligatoire du masque en toutes circonstances pour endiguer la pandémie.
A l'échelle mondiale, le bilan du coronavirus ne cesse de s'alourdir avec 12.025.794 de cas confirmés dont 6.579.999 sont considérés aujourd'hui comme guéris et plus de 548.207 décès.
Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations. Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.
Les Etats-Unis, demeurent le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 134.140 décès pour 3.114.458 cas. Au moins 1.355.837 personnes ont été déclarées guéries.
Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 66.863 morts pour 1.674.555 cas, le Royaume-Uni avec 44.517 morts (286.979 cas), l'Italie avec 34.899 morts (241.956 cas), et le Mexique avec 32.014 morts (268.008 cas).
La Chine a officiellement dénombré un total de 83.572 cas (7 nouveaux cas enregistrés hier), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 78.548 guérisons.
L'Europe totalisait hier 199.942 décès pour 2.750.206 cas, les Etats-Unis et le Canada 139.038 décès (3.044.389 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 129.920 décès (2.964.434 cas), l'Asie 39.249 décès (1.539.646 cas), le Moyen-Orient 18.370 décès (842.154 cas), l'Afrique 11.672 décès (494.640 cas), et l'Océanie 135 décès (10.347 cas).

Mohamed Mecelti

CORONAVIRUS

Environ 1 700 professionnels de la santé infectés

ENVIRON 1 700 PROFESSIONNELS de la santé, tous corps confondus, ont été infectés par le Coronavirus (Covid-19) en Algérie, depuis son apparition en février dernier dans le pays, a révélé, hier mercredi à Alger, membre du Comité scientifique char1600gé du suivi de l'évolution de l'épidémie, Pr Abdelkrim Soukehal, relevant que ce virus évolue «trop vite» à travers le monde.
«A ce jour, nous comptabilisons environ 1700 professionnels de la santé, tous corps confondus, atteints du Covid-19 à travers le territoire national. Au début de l'épidémie, nous sommes allés à la guerre sans armes et sans munitions, celle-ci étant très compliquée», a déclaré le Pr Soukhal, spécialiste en épidémiologie, lors d'une rencontre scientifique sur la Covid-19, organisée par l'entreprise algérienne «Vital Care». Tout en rendant hommage aux praticiens qui sont en première ligne de la lutte contre ce virus, le spécialiste a relevé que cette épidémie connaît actuellement «une montée en puissance et va trop vite», en Algérie comme ailleurs, argumentant son propos par les données actuelles inhérentes à cette évolution. «Cela étant, nous arrivons, à présent, à maîtriser la situation et à suivre cette évolution dans le temps», a ajouté le Pr Soukehal. Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, avait révélé, samedi dernier à Alger, que la Covid-19 avait causé le décès de 26 personnes relevant du corps médical et en a impacté plus de 1500 autres, à travers le territoire national.

M. D.

SÉTIF

Des hôtels pour la prise en charge des malades

DE NOMBREUX hôtels des secteurs public et privé de la wilaya de Sétif ont été réservés à la prise en charge des malades atteints par le coronavirus dans une démarche visant de meilleures conditions de leur prise en charge, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya.
L'opération s'inscrit dans le cadre des mesures prises pour la prévention de la propagation du coronavirus en offrant une meilleure prise en charge, notamment en termes d'hébergement et de restauration, aux malades atteints du virus tout en atténuant la pression sur les hôpitaux des communes enregistrant une augmentation des cas de la Covid-19 dont Sétif, Ain Oulemène, Ain Azel et El Eulma, a-t-on indiqué. Les malades qui se trouvaient à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) de la cité Tebinet ont été transférés à l'hôtel El Hidhab, a précisé la même source, avant de relever que d'autres hôtels dont Errif et El Manara d'El Eulma et Eddora d'Ain Azel seront mobilisés à cet effet en cas de besoin.
Le wali de Sétif, Mohamed Belkateb, a indiqué mardi, au cours d'une réunion au siège de la wilaya avec les acteurs impliqués dans la lutte contre l'épidémie du coronavirus, que la situation épidémiologique était «précaire suite à l'augmentation sensible des cas confirmés contaminés au coronavirus.»
Il a préconisé de mobiliser toutes les ressources humaines et logistiques pour combattre cette épidémie et en sortir avec le moins de pertes possibles.
Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, avait appelé lors de sa visite jeudi à Sétif à «la mobilisation d'hôtels et autres structures de divers secteurs pour prendre en charge les malades de la Covid-19 et réduire ainsi la pression sur les hôpitaux», assurant que «la démarche permet de réserver les hôpitaux aux cas infectés ayant des complications qui nécessitent suivi médical et réanimation».

S. T.

IL PASSE PAR DES REFORMES STRUCTURELLES

Tebboune lance son nouveau modèle économique

Un plan de relance socio-économique visant l'édification d'une nouvelle économie nationale a été examiné lors d'une réunion interministérielle. L'exploitation «optimale» et «transparente» des richesses naturelles a été ordonnée par le président de la République, qui a instruit les ministres, concernées par l'élaboration de cette nouvelle feuille de route, d'engager des réformes structurelles.



Les autorités ne comptent cependant pas abandonner le caractère social de l'Etat. Président cette séance de travail, avant-hier, Abdelmadjid Tebboune a donné des instructions détaillées à chacun des ministres concernés, à l'effet d'opérer des réformes structurelles dans la cadre de la politique générale du Gouvernement.

Des reformes à même d'assurer une exploitation optimale et transparente de toutes les potentialités et richesses naturelles nationales, à commencer par les mines dont regorge l'Algérie. Il a, à cet effet, ordonné l'entame de l'exploitation de la mine de fer de Ghar-Djebilet dans la wilaya de Tindouf et du gisement de Zinc de Oued Amizour dans la wilaya de Béjaia. Le ministre de l'Industrie a été également instruit d'optimiser les dérivés du pétrole et du gaz en vue de revoir le Produit national à la hausse.

C'est une nouvelle économie que veut bâtir le président de la République qui estime que son édification passe par le changement des mentalités et la libération des initiatives de toute entrave bureaucratique, la révision des textes juridiques en vigueur, ou leur adaptation en fonction de la logique économique et non des pratiques conjoncturelles. Ce qui permettra de mieux exploiter le génie national et de générer les richesses et les emplois sans exclusion, ni exclusive.

L'accent a été également mis sur l'impératif de générer de la valeur ajoutée dans chaque projet, appelant à explorer toutes les terres, y compris les terres rares, aux fins d'amortir le recul des recettes de l'Etat. La mouture finale de ce plan de relance, une fois adopté par le Conseil des ministres sera présentée, selon les précisions du président, à tous les opérateurs économiques algériens. Ce plan se veut une feuille de route ayant des délais de mise en œuvre, pour faire l'objet d'évaluation à l'expiration de ces délais. Le président de la République qui affirme que ce plan de relance ne remettra pas en cause le caractère social de l'Etat et le pouvoir d'achat du citoyen, a appelé les ministres concernés à entamer immédiatement, sous la supervision du Premier ministre, la recherche des mécanismes efficaces à même de réduire, à court terme, les dépenses inutiles et d'augmenter les revenus.

Cela à travers l'encouragement de la production nationale, la généralisation de la numérisation et la lutte contre l'évasion fiscale, le gaspillage et la surfacturation, afin de permettre au pays de surmonter les difficultés conjoncturelles induites par la double crise issue du recul des revenus des hydrocarbures et de la propagation de la pandémie de la COVID-19.De leur côté, les ministres présents (Ministre des Finances, de l'Energie, de l'industrie et des Mines, du Commerce, de l'Agriculture et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Prospective, outre le Premier ministre) ont présenté des exposés sur les mesures pratiques proposées pour la mise en œuvre du Plan d'action du Gouvernement, visant l'édification d'une nouvelle économie nationale. Cela passera par la diversification des sources de croissance, l'économie du savoir et la gestion rationnelle des richesses nationales.

L. A. Akli

LUTTE CONTRE LA COVID-19 DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Le chef de l'État appelle à la mobilisation des ressources nécessaires

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a appelé mercredi à mobiliser les ressources nécessaires pour appuyer les pays en développement, particulièrement en Afrique, dans leur politique visant à gérer la période post-Covid19, à travers l'allégement du fardeau des dettes et l'augmentation du financement des investissements dans ces pays. Dans une allocution par visioconférence au Sommet mondial de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la Covid-19 et le monde du travail, le Président Tebboune a affirmé que «le continent africain vient en tête des pays impactés matériellement par le coronavirus qui menace d'approfondir sa vulnérabilité et d'affaiblir son développement». Il a appelé, dans ce cadre, le système des Nations-Unies ainsi que les institutions économiques et financières internationales à mobiliser les ressources nécessaires pour appuyer les pays en développement, particulièrement en Afrique, dans leur politique visant à gérer la période post-Covid19, à travers l'allégement du fardeau des dettes et l'augmentation du financement des investissements dans ces pays. Le président de la République a considéré que les «défis, auxquels nous ferons face dans les années à venir, nous obligent à consentir des effortssoutenus pour parvenir à une concordance, aussi large que possible, des vues concernant l'avenir du travail, et je demeure convaincu de notre capacité à réaliser cette concordance, en vue de déterminer les voies à même de concrétiser les objectifs de la Déclaration du centenaire de notre Organisation, qui visent à assurer la protection sociale à tous les travailleurs, dont la garantie des droits fondamentaux au travail, et ce, dans la perspective de consacrer le travail décent». Réaffirmant l'attachement à toutes les questions relatives au monde de l'emploi, le président de la République a souligné que «notre priorité à présent, est d'œuvrer, ensemble, à la prévention de la propagation de cette pandémie et à la préservation de la vie de nos concitoyens». **M. D.**

PROCÈS DE TAHKOUT

Lourdes peines requises avec saisies de biens

LE PROCUREUR de la République du tribunal de Sidi M'Hamed a dressé hier un dur réquisitoire contre tous les inculpés détenus ou non détenus, dans le cadre du procès de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, ses frères Rachid et Amine et son fils Bilal, ainsi que des deux ex-Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, des anciens ministres Abdelghani Zaalane, Amar Ghoul et Youcef Yousfi. Le procureur a également dressé un sévère réquisitoire contre les cadres et fonctionnaires des œuvres universitaires d'Alger Est et Ouest et ceux de la wilaya de Tipasa, des ex-cadres de l'Etusa et des ex-cadres des ministères des Transports et de l'Industrie.

Le représentant du ministère public a estimé que toutes les preuves légales et matérielles relatives aux différentes accusations, retenues par le conseiller rapporteur de la Cour Suprême, contre les ex-hauts cadres de l'Etat, à l'instar des deux ex-Premiers ministres et ex-ministres, incarcérés dans le cadre du montage de véhicules du concessionnaire Tahkout, sont formelles. Citant notamment‹ les chefs d'inculpation de trafic d'influence, octroi d'indus avantages, passation de marchés non règlementés. Le procureur de la République a requis 15 ans de prison ferme assortis d'une amende de 8 millions de dinars et la saisie de tous les biens des deux ex-Premiers ministres Ouyahia et Sellal. Le parquetier a demandé 10 ans de prison ferme, assortis de 2 millions de dinars, pour les trois ex-ministres Zaalane, Ghoul et Yousfi.

Le procureur a ordonné la confiscation des biens des mis en cause. Le procureur a par ailleurs requis 20 ans de prison ferme, assortis d'un mandat d'arrêt international, contre l'ex-ministre de l'industrie Abdeslam Bouchouareb, lequel selon le représentant du ministère public, est à l'origine de cette scandaleuse affaire, suite à la manière avec laquelle il a octroyé les marchés publics, notamment son Ok pour l'ouverture d'une usine de montage de véhicules dans la wilaya de Tiaret.

Le procureur a requis 10 ans de prison ferme, assortis d'une amende de 2 millions de dinars, contre l'ex-PDG de l'Etusa Ben Miloud Abdelkader. Le mis en cause n'a pas été épargné par rapport à la confiscation de ses biens. La même peine a été requise contre l'ex-premier responsable des œuvres universitaires Belhocine, assortis d'une amende 2 millions de dinars.

Le procureur a requis 16 ans de prison ferme assortis de 8 millions de dinars avec la confiscation des biens mobiliers et immobiliers de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, arguant que ce dernier est coupable de tous les chefs d'inculpation retenus contre lui au cours de l'instruction judiciaire, à savoir blanchiment d'argent et transfert illégal de capitaux et incitation d'agents publics à percevoir de la corruption et dilapidation des deniers publics.

Le procureur a par ailleurs requis 12 ans de prison ferme assortis de 8 millions de dinars contre Rachid Tahkout avec la saisie de tous ses biens. Le parquetier a requis 10 ans de prison ferme assortis de 8 millions de dinars et la saisie de tous les biens mobiliers et immobiliers de Bilal Tahkout, fils de Mahieddine qui a déclaré au cours de son audition qu'il ne possède aucun bien en son nom et qu'il travaillait comme un simple employé et percevait mensuellement 100 millions de centimes de l'entreprise de son père.

Le procureur a requis 5 ans de prison ferme assortis d'une amende de 2 millions de dinars contre Hamid Tahkout poursuivi lui aussi pour blanchiment d'argent. Il a requis 3 ans de prison ferme contre Nacer Tahkout, frère de Mahieddine et la saisie de tous ses biens.

Des peines allant de 2 à 7 ans en passant par 5 ans ont été requises contre les autres accusés poursuivis pour complicité dans la dilapidation de deniers publics et passation de marchés non règlementés. Le procureur a estimé que le préjudice matériel causé au Trésor public est de l'ordre de 38 milliards de dinars.

Le procureur n'a pas caché son mécontentement par rapport à la demande du représentant du ministère de l'industrie qui a demandé un dinar symbolique aux préjudices matériels et moraux qui lui ont été causés. Il convient de signaler que Me Zakaria Dahlouk, représentant du Trésor public a estimé que le préjudice matériel causé au Trésor est de 300 milliards de dinars et a demandé 1 million de dinars pour chacun des accusés. L'avocat a indiqué à l'audience que l'homme d'affaires Tahkout a transféré un million de dollars américains et 98.000 euros vers la France, sans toutefois respecter le règlement relatif du transfert des capitaux vers l'étranger.

Redouane Hannachi

PÉTROLE

Le prix moyen du panier de l'OPEP se maintient à plus de 43 dollars

LE PANIER de l'Opep, constitué de prix de référence de 13 pétroles bruts se maintient toujours à plus de 43 dollars, selon les données publiées hier mercredi par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.
Ce panier de référence de l'Opep (ORB), qui comprend le pétrole algérien (le Sahara Blend) a atteint mardi 43,15 dollars, contre 43,57 dollars le baril en début de la semaine en cours, précise la même source.Ce maintien intervient dans un contexte mondial marqué par la levée progressive dans plusieurs pays du monde, notamment les grandes économies des mesures de confinement sanitaire prises dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus, ce qui laisse place à un retour progressif de la demande mondiale sur le pétrole et une amélioration des prix.
Les prix ont été aussi soutenus par les efforts des pays de l'Opep + qui ont entamé la seconde phase d'application de l'accord de baisse de production de l'ordre de 9,6 mb/ j , selon les décisions prises lors des réunions de l'Opep et l'Opep + ,tenues le 6 juin dernier.
Les pays participants avaient également décidé d'adopter le mécanisme de la compensation pour les pays qui n'ont pas pu atteindre pleinement la conformité en mai et juin de l'accord du 12 avril dernier.
Les pays concernés ont été invités à rattraper les écarts en juillet, août et septembre 2020. L'Algérie qui préside la Conférence de l'Opep avait, dans ce cadre, affirmé ''Le respect des engagements de baisse de la production par l'ensemble des pays signataires de l'Accord permettra de restaurer progressivement la stabilité et l'équilibre du marché pétrolier international''. Le ministre de l'Energie Abdelmadjid Attar, qui avait tenu lundi dernier une réunion de travail par vidéo-conférence avec le Sg de l'Opep , Mohamed Barkindo, s'était félicité de la mise en œuvre de l'Accord adopté par les pays de la Déclaration de Coopération les 9 et 12 avril 2020 et de l'adoption du mécanisme de compensation le 06 juin par la réunion ministérielle OPEP et non-OPEP. Le ministre de l'Energie s'est dit ''confiant dans la volonté des pays signataires de la Déclaration de Coopération à respecter pleinement leurs engagements de baisse de la production''.
Fin juin, Royal Dutch Shell a annoncé une dépréciation d'actifs de 22 milliards de dollars, marchant ainsi dans les pas de BP, qui avait dévoilé un mois plus tôt des mesures identiques. Ces deux mastodontes du secteur ont revu à la baisse leurs réserves du fait entre autres de la révision à la baisse des prix de l'énergie.
«Ce sont bien les signaux d'une reprise économique mondiale (et d'une reprise de la demande de pétrole) associée à une baisse de l'offre de pétrole de la part de l'OPEP+ et des producteurs nord-américains qui a permis à l'or noir de retrouver un niveau d'équilibre à 40 dollars le baril. Désormais la demande mondiale se situe à 90% de ses niveaux de l'avant Covid et l'offre s'est stabilisée.» Le 15 juillet 2020, les ministres de l'énergie de l'OPEP+ se réunissent pour décider (ou pas) d'une reconduction de leur accord.

M. B.

LES PROJETS AADL À ALGER S'ÉTERNISENT

SEPT ANS D'ATTENTE POUR LE CHOIX D'UN SITE

Les souscripteurs au programme AADL-2 de la wilaya d'Alger, qui attendent depuis sept ans pour obtenir le droit d'obtenir le choix du site ont fini par perdre patience en appelant le Président de la République à intervenir afin de mettre fin à leur calvaire.



Dans une récente lettre adressée au Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, les souscripteurs ont dénoncé la lenteur dans le traitement de leurs dossiers.
Ces futurs bénéficiaires dont le sort reste encore inconnu, regrettent de ne pas être concernés par l'opération du choix de sites, lancée le 30 juin 2020. Ces derniers se disent lésés par le programme Aadl-2 et peinent à trouver une issue favorable à leurs revendications qui sont restées sans suite. Les souscripteurs exigent à ce qu'une décision au plus haut niveau soit prise pour le règlement de leur situation. Ils soulignent que «la situation va de pire en pire, notamment avec le refus du directeur de l'agence de recevoir les représentants des bénéficiaires, en déployant un nombre important des forces de l'ordre pour disperser les manifestants devant le siège de l'agence», lit-t-on dans le communiqué. Et d'ajouter : «Les souscripteurs ont confiance en vous pour rendre justice à chacun de nous. Pourquoi cette discrimination entre les souscripteurs ?».
Enfin, les souscripteurs, interpellent le Président, en tant qu'initiateur du projet AADL, d'intervenir auprès du ministère de l'habitat et des responsables de l'agence, afin de «nous permettre au moins de procéder au choix du site, qui n'est qu'une première étape d'un long processus», ont-t-il souligné. Les souscripteurs revendiquent la divulgation du nombre de souscripteurs qui n'ont pas encore fait le choix dans la capitale. Ils réclament également l'annulation des deux sites Bouarfa et Beni Tamou, ainsi que la fixation d'une date précise du site et le respect de cette dernière. Il faut rappeler, par ailleurs, que l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement a invité les souscripteurs au programme de Location/Vente d'AADL 2, à retirer leurs certificats de pré-affectation avant le 30 juin dernier.
Ce processus a touché 120.000 candidats répartis sur 36 wilayas. Concernant les souscripteurs qui n'ont pas obtenu de certificat de pré-affectation; ils sont programmés pour les prochaines opérations; prévues avant la fin du mois de juillet prochain.

Lynda Louifi

CONCOURS HACKALGERIA

Vingt porteurs de projets innovants distingués

UNE VINGTAINE de lauréats ont été primés à l'issue de la première édition du concours technologique HackAlgeria – Post Covid-19, lancé par le Forum des chefs d'entreprises (FCE). Il s'agit des meilleurs projets numériques innovants et susceptibles de contribuer dans la lutte contre la pandémie du Coronavirus. La compétition s'est tenue du 1er au 3 juillet, durant laquelle 171 projets étaient en lice, 20 projets ont été notés et choisis en ligne par le jury, selon des critères définis préalablement.
Sur les 171 projets proposés à travers la plateforme HACKALGERIA, ils étaient 63 projets versés dans le domaine de la santé, 47 autour de la société, 30 projets pour l'économie, 19 autres dans la gouvernance et 12 projets traitant du secteur de la finance.
Complètement en ligne, ce concours était organisé autour de cinq thèmes principaux, à savoir le digital au service de la santé et la gestion post Covid-19, le digital support essentiel à la bonne gouvernance et la data gouvernance, le digital et la société post Covid-19, le digital pour une économie de crise, ainsi que le digital et le fintech (finance).
Depuis son lancement le 17 mai dernier, jusqu'à la date de clôture des inscriptions le 30 juin, le comité d'organisation a reçu plus de 350 idées réparties sur 1500 participants à travers plus de 48 wilayas du pays, avec une participation des étudiants à plus de 50% et de femmes à hauteur de 30%, a précisé le FCE. «Malgré la situation sanitaire qui plane sur notre pays à cause de la pandémie covid-19, nous avons réussi ensemble à relever le challenge.
La réussite aussi est le fruit direct de la forte mobilisation, engouement de nos jeunes universitaires et porteurs d'idées, qui ont cru à notre projet, notre sincérité et notre engagement en faveur de l'émergence de projets technologiques innovants qui porteront des solutions à nos problèmes de la vie quotidienne dans différents secteurs», a souligné l'organisation patronale.
En plus des lauréats cités et vu le nombre de projets ayant participé à la finale, mais qui n'ont pas décroché de prix, le comité d'organisation de l'initiative «#HackAlgeria#PostCovid19» a décidé de sélectionner cinq autres propositions dans le cadre de la catégorie «coups de cœur», dont celui dédié à la femme sous le titre «Woman-In-Tech». A ce propos le FCE explique que cette décision a été dictée par les résultats très serrés entre certains projets et leur qualité, ajoutant que ces projets innovants méritent aussi un encouragement et un accompagnement.
Sur l'objectif de cette initiative, le président du FCE, Mohamed Sami Agli avait déclaré dans un entretien accordé au Jeune Indépendant que le Forum entend soutenir les porteurs de projets innovateurs afin que ces startups décollent et puissent s'internationaliser. Outre le financement des projets, le Forum pendra en charge l'accompagnement nécessaire de bout en bout au profit des lauréats.
Ainsi, les lauréats des catégories «Avancée technique», «Startup» et «Women-In-Tech» seront accompagnés après le 4 Juillet pour une durée de 6 mois et auront une visibilité internationale dans deux événements à savoir «Emmerging-Valley» prévu à Marseille en décembre 2020 et une représentation à «VivaTech» en mai 2021 dans le stand Algérie où le FCE détient l'exclusivité pour l'année 2021.
Une cérémonie à l'honneur des 20 porteurs de projets sera organisée prochainement, avec la remise des chèques et la présentation des détails relatifs à l'accompagnement des gagnants durant toutes les étapes devant aboutir à la réalisation de leurs projets.

Aziza Mehdid

UN SÉVÈRE COUP PORTÉ AU TRAFIC DE DROGUE

Un baron de la drogue dans les filets de la police

Si l'information sur l'arrestation d'un important baron de drogue, dans une opération de renseignement menée, ce 1er juillet, par la Police judiciaire, appuyé par des éléments de la BRI à l'ouest d'Alger, a été donnée à la fin de ladite journée et reprise par certains médias, les trafiquants et les vendeurs de drogue de la capitale ont été les premiers à le savoir. Car l'information a circulé comme une traînée de poudre dans ces milieux de trafic de drogue, créant même une pénurie de kif traité.



La Sûreté de Wilaya d'Alger a arrêté, la semaine dernière, un grand baron de drogue, un certain Chaâchouaâ, suite à une vaste opération antistups de haute qualité menée à l'Ouest d'Alger. L'opération des policiers a permis également l'arrestation d'autres membres, liés au plus grand baron de drogue d'Alger.

Cette importante opération a permis, surtout, d'éliminer un grand réseau international de trafic de drogue, où Chaâchouaâ avait des liens avec d'autres chefs de réseaux de trafic de drogue à l'étranger.

Il s'agit d'une importante prise dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue menée par la DGSN.

Un grand coup porté aux trafiquants de drogue qui, très vite, ont ressenti ses effets.

Le jour même de l'arrestation de ce baron de drogue, une grosse pénurie de drogue est signalée dans les quartiers d'Alger, créant des rixes entre groupes de trafiquants, et ce, à cause d'un grand manque en drogue dans les milieux de trafic mais aussi, dans l'ajustement d'un nouveau tarif après la rareté de l'offre.

Les toxicomanes qui ont l'habitude de se présenter aux vendeurs clandestins, afin de s'alimenter en drogue, n'ont pas trouvés leurs produits.

Vue le nombre important des consommateurs, de tous âges, les milieux de ventes de drogue ont été submergés par une grande demande, y compris de la gente féminine, à la recherche même d'un petit joint.

L'opération de qualité à laquelle les éléments de la Police judiciaire relevant de la Sûreté d'Alger, appuyé par la Brigade de Recherches et d'investigation (BRI), a été soigneusement préparée avec, en amont, un immense travail de renseignement.

Chaâchouaâ, est le nom de l'un des plus grands barons de drogue arrêté par les services de Police au cours de ces dix dernières années à Alger.

Son nom est derrière plusieurs affaires de trafic de drogue et ses activités clandestines et illégales s'étendent même au-delà des frontières du pays.

LA «MAMA», LE BARON DE SAID HAMDINE ET LES MILLIARDS

Au cours de sa lutte sans relâche contre les réseaux de drogue et leurs cerveaux, c'est-à-dire les grands chefs appelés également barons, la DGSN a réussi à identifier, localiser et faire tomber pas moins de dix barons en dix ans.

Parmi ces chefs, figure le baron de drogue appelé sous le sobriquet «La Mama», aujourd'hui âgé de 60 ans, arrêté en novembre 2013 par les brigadiers antistups de la Police Judiciaire (PJ), lors d'une opération ciblant une villa haut de gamme à Saïd Hamdine (Alger). Il s'agit du plus grand baron de la drogue, recherché depuis plus de cinq ans dans le cadre de plusieurs affaires liées au trafic de cannabis. C'est un récidiviste puisqu'il a déjà fait la prison durant les années 70 et 80 pour le même délit.

L'homme, âgé aujourd'hui de 60 ans, a bâti un véritable empire de la drogue, durant son tristement célèbre parcours, en arrivant à blanchir son sale argent dans l'immobilier. Originaire d'Alger, ce cerveau du gang était très connu par les services de police. Il avait séjourné durant les années 90 en Europe (là où il a également été derrière des affaires de blanchiment d'argent), avant de décider de retourner au pays pour reprendre du «service», à savoir le trafic de drogue. A Alger, ce grand dealer avait recruté plusieurs jeunes filles pour transporter de la drogue, avec l'aide de son bras droit connu sous le nom de «Baby».

«La Mama», comme on le surnomme dans les milieux de trafic de drogue, avait recruté même certaines jeunes filles âgées à peine de 18 ans. Il a aussi épousé l'une d'elle pour qu'elle devienne sa garde rapprochée. Il a acheté une superbe villa dans un quartier huppé de Saïd-Hamdine, sur les hauteurs d'Alger, afin d'éviter d'être repéré par les policiers, d'autant plus qu'il était recherché dans le cadre de trois mandats d'arrêt diffusés par des tribunaux du pays. Avec ses acolytes qu'il les a rencontrés dans sa superbe demeure, il donnait des instructions pour chaque opération de vente de cannabis. Son épouse, appelée «Soussou», a, à maintes reprises, participé à la livraison d'importantes quantités de drogue à ses «clients».

En 2013, la Mama avait fixé un rendez-vous à son bras droit Baby, qui devait lui remettre 30 millions de centimes, une somme qui représente les revenus de la vente de cannabis. C'est à ce moment-là que les éléments de la brigade anti-stups sont intervenus, en arrêtant, en flagrant délit, les deux dangereux trafiquants et l'épouse du chef. La perquisition du domicile du baron d'Alger a également permis la récupération de 3, 5 kg de cannabis. Lors de la même perquisition, l'épouse du baron, Soussou, a tenté de jeter de la drogue par l'une des fenêtres de la villa, mais c'était sans compter avec la vigilance des policiers, qui l'ont interpellé sur les lieux en flagrant délit.

Pour rappel, le nom de «La Mama» est cité dans l'affaire des 100 kg de drogue acheminés vers Alger en 2008. Il est également derrière l'affaire des 25 kg de cannabis découverts à Belouizdad en 2010, et de celle remontant à 2011, lorsque les éléments de la PJ avaient traité une affaire de trafic de 5 kg de résine de cannabis, saisis à Belouizdad. En janvier 2017, un baron de drogue, natif de la wilaya de Naâma, longtemps recherché par les services de sécurité, a été arrêté par les policiers enquêteurs de la Brigade de recherche et d'investigation (BRI) de Naâma.

Qualifiant cette opération de très importante, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), s'est félicité de l'arrestation d'un des plus grands barons les plus recherchés au pays. Le nom de ce baron de drogue a été cité dans les plus grosses affaires de trafic de drogue aux frontières Ouest du pays. La DGSN avait affirmé que l'arrestation du chef du trafic de drogue de l'Ouest du pays a permis de mettre fin aux activités d'un réseau spécialisé qui opérait sur l'axe des frontières avec le Maroc. Cette opération, effectuée sur la base d'informations obtenues par les services de Police, avait été ponctuée par la saisie d'une quantité de 50kg de drogue (kif traité), un véhicule touristique, une somme d'argent estimée à 298500 DA, ainsi que l'arrestation de deux autres membres du même réseau.

En juin 2011, les éléments de la PJ de la Division Centre de la Sûreté d'Alger ont mené une enquête sur un autre réseau international de trafic de cannabis, composé de quatre trafiquants notoires. Ces derniers blanchissaient l'argent des ventes de cannabis dans l'achat de l'immobilier en plein cœur de la capitale. Au cours de leurs investigations, les policiers avaient suivi, pendant trois mois, les activités de ce réseau international. Le but des enquêteurs, c'était aussi d'arriver à l'identification du principal fournisseur, car c'est à ce niveau-là qu'il faut frapper.

Au bout d'une longue surveillance de trois mois, les enquêteurs avaient réussi à mettre la main sur une grosse quantité de cannabis estimée à 140 kg en plein Alger-Centre. L'opération avait été menée, lorsque les policiers avaient localisé trois véhicules de luxe (achetés par les revenus des ventes de drogue), conduits par quatre trafiquants. Suivant l'itinéraire emprunté par les convoyeurs de kif traité, les policiers étaient en contact permanent avec leurs collègues qui se trouvaient eux à la salle des opérations sise au siège de la Sûreté d'Alger, là où la télésurveillance veillait au bon déroulement de l'opération. Au bout d'une heure de poursuite, les trois véhicules se sont arrêtés dans une ruelle à Alger-Centre. Les occupants se dirigeaient ensuite vers un appartement, tout en tenant entre leurs mains des sacs noirs bourrés de cannabis. A cet instant, les éléments de la PJ ont donné l'assaut.

La perquisition du domicile était qualifiée de très importante, car elle avait permis de saisir 140 kg de drogue, 400 millions de centimes (l'argent représentant les revenus de la vente de cannabis), trois véhicules de marque Peugeot 407 et l'arrestation de l'ensemble des membres de ce réseau international de trafic de stupéfiants.

Sofiane Abi

SURVEILLANCE DES DROITS DE L'HOMME

La Minurso ne doit pas faire exception, affirme le Polisario

Le Front Polisario a appelé mardi à New York à étendre le mandat de la Minurso à la surveillance des droits de l'homme, affirmant que la mission onusienne ne doit pas faire exception à cet égard.

« Bien que le Conseil de sécurité inclue une composante droits de l'homme dans les mandats des opérations de paix depuis 1991, la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) reste une exception à cet égard «, a déploré le Polisario dans un communiqué diffusé à New York à l'occasion d'un débat au Conseil de sécurité sur les opérations de paix et les droits de l'homme.



Le Front Polisario a souligné qu'après 29 ans de déploiement, la mission créée en 1991 pour veiller à l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, a failli non seulement à son mandat initial mais aussi à la protection des droits humains des civils sahraouis dans les territoires occupés.

Dans le même temps, le Maroc continue de commettre des violations massives contre les sahraouis, une répression documentée par des ONG comme le centre Robert F. Kennedy pour la justice et les droits de l'homme et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

C'est l'ensemble des territoires occupés qui sont assiégés et soumis à un blocus médiatique. Le Sahara Occidental demeure jusqu'ici «une zone d'exclusion» interdite aux médias internationaux et aux observateurs de droits humains, a-t-il dénoncé.

Le Polisario a relevé qu'il avait sollicité le Conseil de sécurité à maintes reprises pour étendre le mandat de la Minurso à la surveillance des droits de l'homme conformément aux principes fondamentaux des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Cette doléance a été également portée au niveau du Conseil de sécurité par de nombreuses organisations africaines et internationales de défense des droits de l'homme qui ont exhorté l'instance suprême des Nations Unies à agir à cet égard.

Sans la nommer, le Front le Polisario a accusé la France d'avoir empêché le Conseil de sécurité de formuler des recommandations sur la surveillance des droits de l'homme au Sahara occidental, principalement pour s'assurer que le bilan épouvantable du Maroc en matière de droits de l'homme ne soit pas examiné.

Il a rappelé que le chef de l'ONU avait plusieurs fois insisté sur le suivi « impartial, complet et soutenu « de la situation des droits de l'homme, nécessaire à la protection du peuple sahraoui.

«Il est inacceptable que la Minurso reste une exception au moment où la promotion et la protection des droits de l'homme deviennent une priorité dans toutes les opérations de paix des Nations Unies «, a réitéré le Polisario dans le même communiqué.

R. I.

MALGRÉ LES SANCTIONS AMÉRICAINES

Huawei assure pouvoir fournir la 5G au Royaume-Uni

HUAWEI L'ASSURE : le géant chinois des télécoms pourra fournir la 5G au Royaume-Uni. Malgré les sanctions américaines. Les nouvelles sanctions américaines contre Huawei Technologies n'ont pas pour le moment d'incidence sur la capacité du groupe chinois à fournir des équipements pour les futurs réseaux de téléphonie mobile de cinquième génération (5G) au Royaume-Uni, a déclaré mercredi son vice-président, Victor Zhang.

Selon lui, il faudrait des mois pour mesurer l'impact de la décision prise en mai par l'administration Trump de restreindre les livraisons de semi-conducteurs à Huawei.

Cette mesure oblige les entreprises étrangères utilisant des équipements de fabrication de semi-conducteurs d'origine américaine à obtenir une licence des États-Unis pour pouvoir vendre certains composants au groupe chinois.

Ces restrictions n'ont pour l'instant pas eu d'impact sur la capacité de Huawei à fournir (les équipements) pour le déploiement de la 5G et de la fibre au Royaume-Uni, a déclaré Victor Zhang, lors d'une conférence téléphonique avec des journalistes.

« Ce n'est pas le moment de prendre une décision aussi cruciale » Nous devons discuter de l'impact à long terme et ça prend du temps, ça prend des mois. La Grande-Bretagne a accordé un rôle limité à Huawei dans le déploiement de la 5G, mais le gouvernement a depuis fait savoir que cette décision pourrait être revue en fonction des répercussions des nouvelles sanctions américaines, qui pourraient pénaliser sa capacité à fournir des équipements fiables. Alors que le Premier ministre Boris Johnson devrait trancher sur ce dossier d'ici la fin du mois, Victor Zhang a déclaré que les autorités britanniques devraient y réfléchir à deux fois avant de prendre une décision qu'il juge cruciale à long terme. Nous pensons qu'il est important d'attendre que tous les faits et implications soient connus, a-t-il prévenu. Ce n'est pas le moment de prendre une décision aussi cruciale concernant Huawei. Huawei est depuis longtemps au cœur d'un différend entre les États-Unis et la Chine sur le contrôle des hautes technologies. Washington tente de convaincre ses alliés d'exclure le groupe chinois de la 5G en arguant du fait que ses équipements pourraient faciliter les activités d'espionnage chinoises, ce que le groupe chinois conteste. **R. I.**

BRÉSIL

Positif au coronavirus, Bolsonaro fait la promotion de l'hydroxychloroquine

LE PRÉSIDENT brésilien Jair Bolsonaro a annoncé ce mardi avoir été testé positif au nouveau coronavirus, qu'il n'a cessé de minimiser depuis le début de la pandémie, refusant même pendant longtemps de porter un masque ou s'opposant vivement au confinement. Le virus a déjà fait plus de 65.000 morts dans son pays, l'un des plus touchés au monde par l'épidémie.

« Le résultat positif du test vient d'arriver », a déclaré le chef de l'Etat, 65 ans, lors d'un entretien à plusieurs chaînes de télévision ce matin au Brésil, après avoir eu de la fièvre la veille. « En tant que président, je suis toujours en première ligne. La vie continue, il faut faire attention avec les personnes âgées, mais pas la peine de paniquer », a insisté Jair Bolsonaro. « J'avoue que je pensais que j'avais déjà été contaminé avant, sans ressentir de symptômes (…). Si je n'avais pas fait le dépistage, j'aurais pu contaminer des gens », a reconnu le président qui est apparu de nombreuses fois parmi ses sympathisants sans porter de masque ni respecter de distanciation physique. Il a précisé qu'il travaillerait désormais le plus possible « par visioconférence », après l'annulation de plusieurs déplacements prévus cette semaine. Ça ne l'a pas empêché de retirer le masque de protection qu'il portait, à la fin de l'entretien avec les journalistes : « comme ça vous pouvez voir mon visage et constater que je vais bien ! ». Dans la foulée, il a partagé une vidéo sur les réseaux sociaux dans laquelle il a indiqué prendre de l'hydroxychloroquine et de l'azithromycine (un antibiotique), avant d'avaler une pilule. Plus de trois millions de cas de coronavirus ont été recensés en Amérique latine et aux Caraïbes depuis le début de l'épidémie, dont plus de la moitié au Brésil, selon un bilan établi mardi par l'AFP à partir de sources officielles. **R. I.**

IRAN

L'assassinat du général Soleimani illégal et arbitraire, selon une experte de l'ONU

LE GÉNÉRAL iranien Qassem Soleimani a été tué de façon arbitraire et illégale lors d'un raid américain en janvier en Irak car Washington n'a pas démontré qu'il représentait un danger immédiat, estime une experte de l'ONU en droits humains.

Dans un rapport envoyé mardi aux médias par l'ONU, Agnès Callamard, Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, conclut qu'en « l'absence d'une menace imminente mettant en danger la vie, la manière d'agir des Etats-Unis était illégale » et viole la Charte des Nations unies.

L'experte, qui est mandatée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU mais ne s'exprime pas au nom des Nations unies, doit présenter jeudi son rapport devant cette instance onusienne, dont les Etats-Unis se sont retirés en 2018.

Le document porte plus généralement sur l'usage des drones dans les assassinats ciblés, mais près de la moitié du rapport concerne Soleimani.

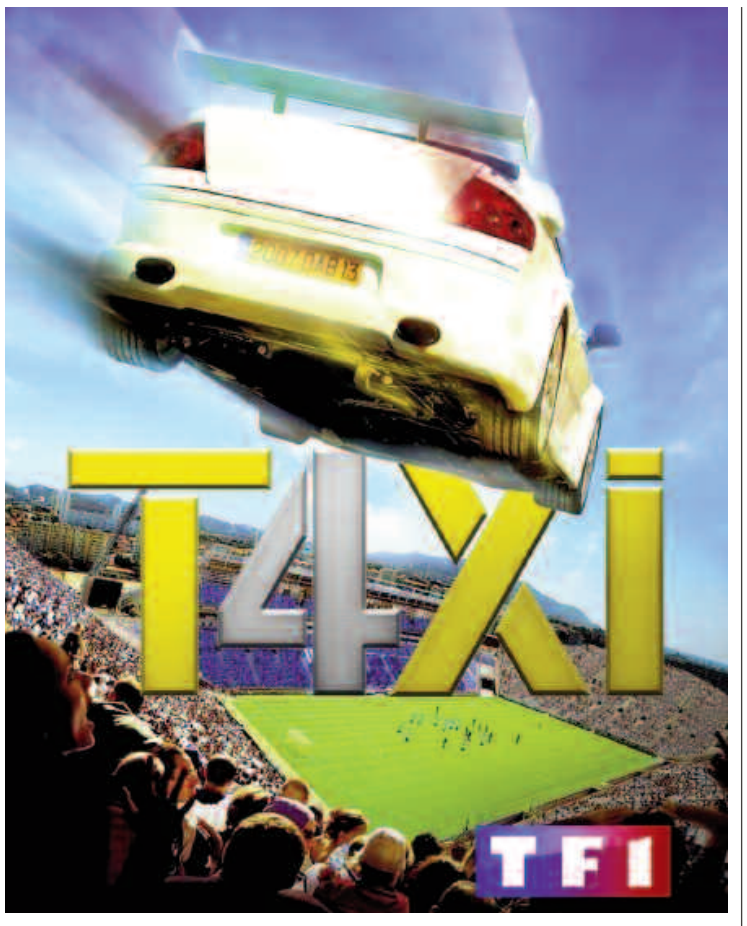
Architecte de la stratégie iranienne au Moyen-Orient, le puissant général Soleimani, commandant de la branche des Gardiens de la Révolution iraniens chargée des opérations extérieures de la République islamique, a été tué le 3 janvier par une frappe aérienne américaine devant l'aéroport international de Bagdad, avec son lieutenant, l'Irakien Abou Mehdi al-Mouhandis, leader des paramilitaires pro-Iran dans ce pays.

« A la lumière des preuves fournies jusqu'à présent par les Etats-Unis, le ciblage du général Soleimani, et la mort de ceux qui l'accompagnaient, constituent un assassinat arbitraire dont les Etats-Unis sont responsables en vertu du droit international humanitaire », affirme Agnès Callamard dans son rapport.

Justifiant l'ordre de le tuer, le président américain Donald Trump avait assuré après son décès que Soleimani, qu'il a qualifié de « terroriste numéro un » dans le monde, préparait des attaques « imminentes » contre des diplomates et militaires américains.

Dans son rapport, Agnès Callamard rejette l'argument avancé par Donald Trump, en soulignant que les Etats-Unis n'ont pas démontré que le général « représentait une menace imminente », qu'ils ne pouvaient pas attendre pour le frapper, et qu'ils n'étaient pas en mesure de demander « la permission » de le tuer au gouvernement irakien.

« Aucune preuve n'a été fournie que le général Soleimani planifiait spécifiquement une attaque imminente contre des intérêts américains, en particulier en Irak, pour laquelle une action immédiate était nécessaire et aurait été justifiée », insiste le rapport. Et, poursuit-il, « aucune preuve n'a été apportée pour montrer que les Etats-Unis n'ont pas eu le temps de demander l'aide de la communauté internationale, y compris du Conseil de sécurité des Nations unies, pour faire face à des menaces imminentes présumées ».

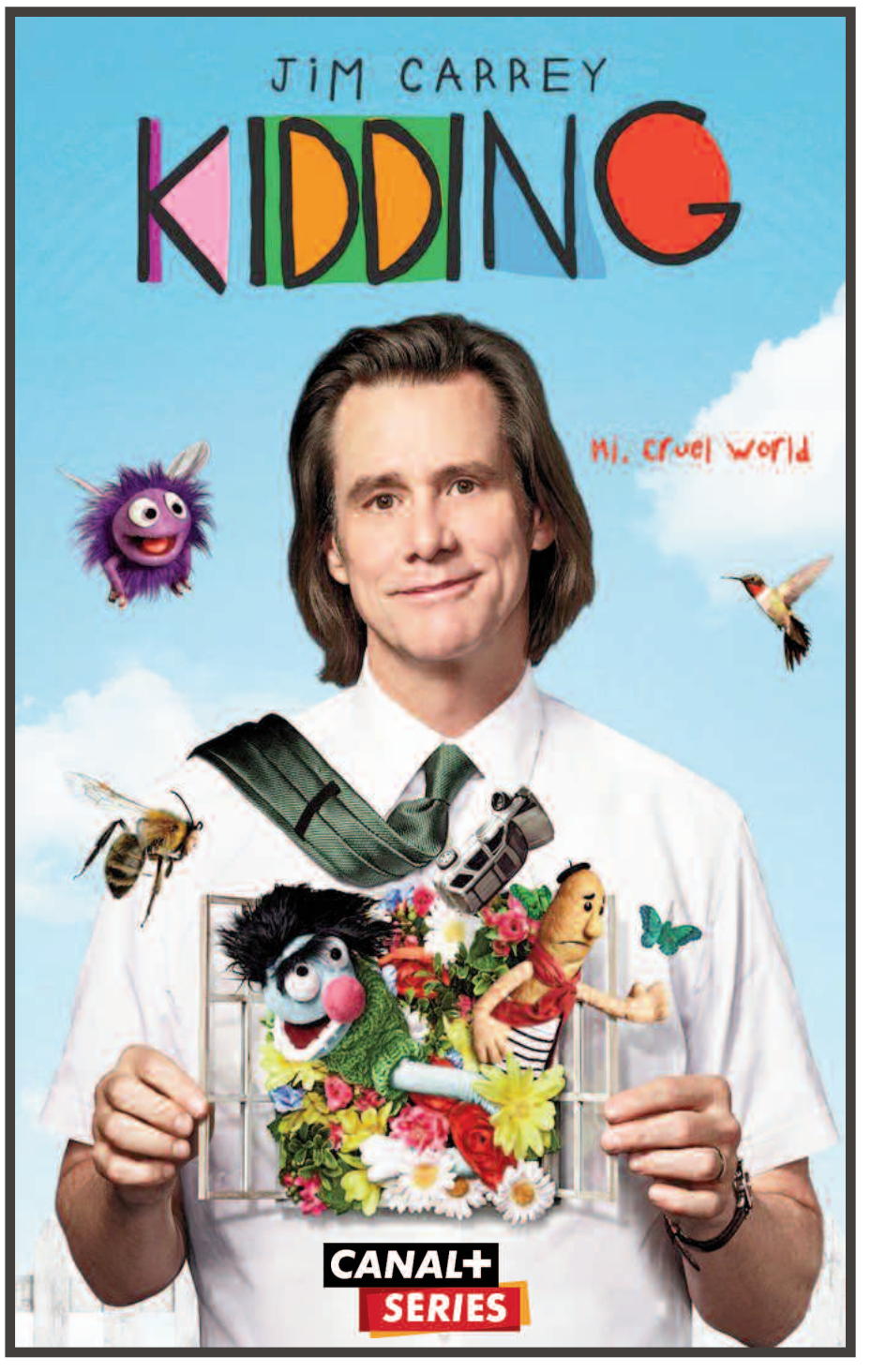




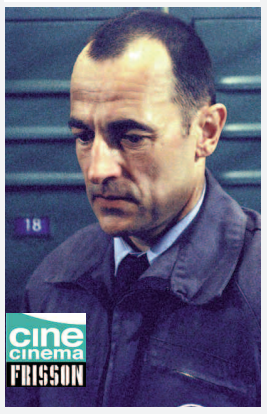


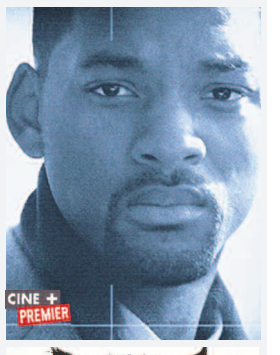






JEUDI









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h05 Cinéma - Film d'action France - 2007 — TF1
Taxi 4

20h05 Divertissement-humour — France 2
Le grand show des duos

20h10 Série dramatique (2017 - Etats-Unis) — 6ter
This Is Us

20h00 Série de suspense (2020 - Etats-Unis) — CANAL+
Homeland

20h05 Cinéma - Film fantastique — W9
Etats-Unis - 2013
Le monde fantastique d'Oz

19h55 Cinéma - Thriller — CINE + FRISSON
France - 2004
Le convoyeur

20h05 Cinéma - Film d'aventures — 6ter
Merveilleuse Angélique

20h01 Cinéma - Thriller — CINE + PREMIER
Ennemi d'Etat

20h05 Série policière (2018 - Etats-Unis) — C8
S.W.A.T.

21h45 Cinéma - Film d'horreur - 2019 — CINE CINEMA
Simetierre

20h00 Cinéma - Film d'animation — CANAL+ family
Hôtel Transylvanie 2

20h15 Cinéma - Comédie - 2017 — TMC
Sous le même toit

20h01 la chaine CANAL+ SERIES



Série policière (2017 - France)
Saison 6 - Épisode 5:
Engrenages

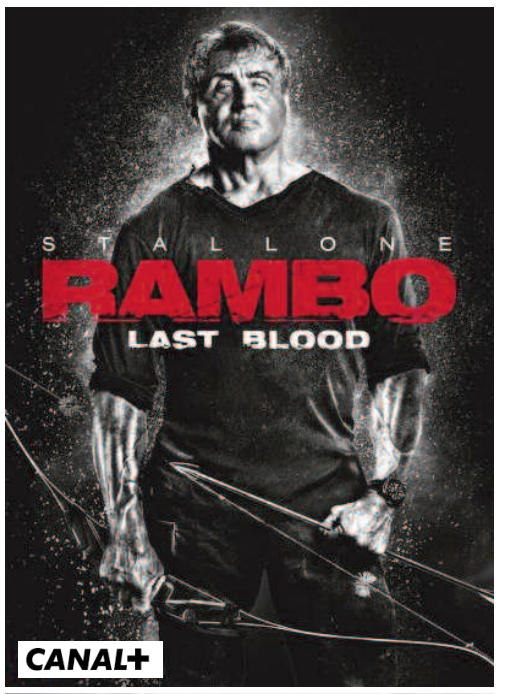
22h00 **Série policière (2020 - Allemagne)**
Saison 3 - Épisode 1:
Babylon Berlin

En 1929, au studio de Babelsberg, l'actrice Betty Winter un des grands espoirs du cinéma allemand trouve la mort après un accident sur le tournage d'une comédie musicale. L'enquête est confiée à Gereon Rath. De son côté, Charlotte se rend à la prison pour femmes pour rendre visite à Greta. Mais la directrice du pénitencier lui annonce que la jeune femme ne désire pas la voir.

17h20 **Saison 2 - Épisode 9: The Nightingale Pledge**
Série dramatique (2018 - Etats-Unis)
Kidding

Jeff réalise que l'endroit le plus sûr pour lui est de se trouver loin de tout le monde. Pendant ce temps, Will discute avec un visiteur inconnu à l'école. Avec l'aide de Maddy, Deirdre obtient une nouvelle victoire pour son show...





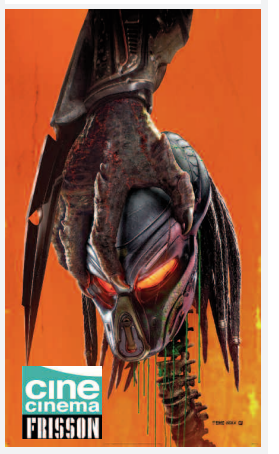




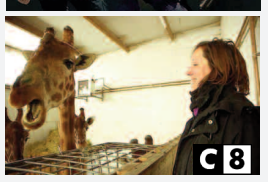




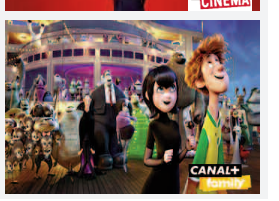
VENDREDI











télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h05 Divertissement-humour — TF1
Vendredi, tout est permis avec Arthur

20h05 Série policière (France) — France 2
L'art du crime

20h10 Série policière (2019 - Etats-Unis - France) — M6
Reef Break

20h19 Cinéma - Film d'action — CANAL+
Rambo : Last Blood

20h05 Magazine de société — W9
Enquête d'action

19h50 Cinéma - Film de science-fiction — CINE + FRISSON
Etats-Unis - 2018
The Predator

19h50 Série d'animation (2010 - Etats-Unis) — 6ter
Saison 21
Les Simpson

20h00 Cinéma - Thriller - 2019 — CINE + PREMIER
Blindés

20h15 Animalier — C8
100 jours avec les animaux de Thoiry

20h04 Cinéma - Comédie dramatique — CINE CINEMA
Stephen King's Doctor Sleep

21h12 Cinéma - Film d'animation 2018 — CANAL+ family
Hôtel Transylvanie 3 : des vacances monstrueuses

20h15 Série policière (2011 - Etats-Unis) — TMC
Castle

20h05 la chaine CANAL+ SERIES





Série dramatique (2019 - Grande-Bretagne)
Saison 1 - Épisode 4:

Years and Years

Daniel prend de nombreux risques pour faire revenir Viktor en Angleterre. De leur côté, Stephen et Céleste cumulent des emplois pour joindre les deux bouts. Mais les époux ne se parlent quasiment plus !

17h17 Série humoristique (2016 - Etats-Unis)
Saison 1 - Épisode 1: Pas mariée, trois enfants

Better Things

Sam Fox, actrice et mère célibataire élève ses trois filles tout en poursuivant sa carrière à Hollywood. La quarantaine passée, Sam éprouve toutes les peines à mener une vie sentimentale épanouissante. Après une nuit épuisante passée sur les plateaux de tournage, elle se trouve accaparée par ses filles.

18h20 Série de suspense (2017 - France)
Saison 1 - Épisode 3: Nox

Catherine et Raphaël découvrent avec stupeur que Julie était suivie depuis plusieurs semaines par une jeune femme spécialisée dans les tatouages. Elle avoue aux deux enquêteurs qu'elle agissait pour le compte d'un homme d'une quarantaine d'années qui organise des combats clandestins.

OUARGLA

Les imams s'engagent dans la lutte contre la pandémie



LES IMAMS de la wilaya d'Ouargla se sont, à l'instar des autres acteurs de la société, engagés dans une campagne d'envergure de sensibilisation et de lutte contre la pandémie du Coronavirus, ont indiqué hier les responsables du secteur des affaires religieuses et des Wakfs (DARW).

Inscrite au titre du système sanitaire préventif mis en place en Algérie, cette initiative, menée avec le concours de la direction de l'environnement (DE), focalise sur l'important respect des mesures préventives prônées par les pouvoirs publics pour la lutte contre le Covid-19 qui a pris ces dernières semaines une proportion alarmante dans la wilaya d'Ouargla, a indiqué le directeur du secteur, Mohamed Omar Hassani.

L'on relève à ce titre, que plus de 20 imams se sont engagés dans cette lutte par l'animation, des prêches et communications, appuyés également d'appels lancés à partir des ambulances sillonnant, à cet effet, les cités et quartiers à travers la wilaya, pour éveiller, d'une manière directe et d'envergure, la conscience des citoyens sur les dangers encourus de la contamination de ce virus, des consignes préventives à appliquer et d'opter pour le confinement, a expliqué M. Hassani.

Ces efforts de sensibilisation contre la pandémie ont également été étoffés par l'animation virtuelle de communication à travers les réseaux sociaux, notamment la page Facebook de la direction des affaires religieuses et des Wakfs, ayant servi, en ce contexte actuel, de tribune pour les imams, pour convier les citoyens, à la lumière des textes et hadiths cultuels islamiques, à plus de rigueur dans le respect des mesures préventives et du confinement.

Le directeur des affaires religieuses de la wilaya a, dans ce cadre, fait état de la mobilisation du secteur, aux côtés des associations, organismes et société civile, dans la lutte contre le Covid-19, à travers l'implication des hommes de culte, pour appeler le citoyen à rallier les efforts de lutte contre cette pathologie.

L'imam, Mohamed Lamine Boughaba, a, dans ce sillage, appelé les citoyens à se conformer aux consignes préventives pour vaincre le virus. Pour sa part la directrice du centre culturel islamique, antenne d'Ouargla, Fouzia Badria, participe à la campagne de lutte contre le Coronavirus à travers son programme radiophonique hebdomadaire « La famille et la société ».

Elle a relevé qu'à la faveur des interventions d'invités, académiciens, personnalités sociales et notables, elle vise à sensibiliser les citoyens sur la pandémie et à les inviter à se soumettre rigoureusement aux règles de protection.

A ces efforts de lutte contre la pandémie, il est à relever l'organisation au début de la semaine, d'une journée de vulgarisation des mesures préventives contre la Covid-19, par la direction des affaires religieuses et des wakfs, avec le concours de celle de l'environnement (DE).

R. R.

CONFINEMENT PARTIEL IMPOSÉ DANS 18 COMMUNES DE SÉTIF

Soulagement chez les citoyens

La décision prise hier d'imposer un confinement partiel à 18 communes de la wilaya de Sétif a suscité un soulagement « notable » chez de nombreux citoyens, y compris les résidents des communes non concernées et ce, dans le cadre du renforcement des mesures préventives de lutte contre la propagation de l'épidémie de la Covid-19.



En effet, au centre-ville de Sétif, de nombreux citoyens ont salué la décision d'imposer un confinement partiel entre 13H00 et 05H00 dans certaines communes ce qui « contribuera inévitablement à réduire le nombre de contaminations quotidiennes par la Covid-19, à la faveur de la suspension de l'ensemble des activités commerciales, économiques et sociales ainsi que le transport des voyageurs et la circulation automobile ».

Conscients de « l'inquiétante » situation épidémiologique de la wilaya de Sétif, classée depuis plusieurs semaines en tête des wilayas du pays en nombre de contaminations atteignant avant-hier, lundi, 1 578 cas confirmés (dont 39 nouveaux cas au cours des dernières 24 heures), selon le bilan de la commission nationale de l'avant-veille et de suivi du coronavirus, ces citoyens ont invoqué la nécessité de « rester mobilisés et faire preuve de sérieux et de vigilance pour lutter contre la pandémie ».

Selon Mounir, propriétaire d'un kiosque de vente et de réparation de téléphones portables, jouxtant la Poste centrale au centre-ville, « la ville de Sétif connaît une forte augmentation du nombre de cas de contaminations par le coronavirus, d'où l'obligation de prendre des mesures supplémentaires et urgentes pour contenir sa propagation ».

« Beaucoup d'amis et de membres de ma famille ont été contaminés par le coronavirus, d'où l'importance d'instaurer le confinement dans la ville de Sétif et certaines autres communes afin d'éviter une plus grande expansion de l'épidémie », a-t-il dit.

Et d'ajouter : « La priorité à présent est de savoir comment se protéger et protéger ses proches de ce virus, en particulier mes parents âgés », affirmant « respecter rigoureusement les mesures préventives, comme le port de la bavette et le lavage des mains inlassablement », en plus de prendre des précautions dans son local ou en se rendant dans n'importe quel commerce pour subvenir aux besoins de sa famille.

Abondant dans le même sens, d'autres citoyens se disent, pour leur part, « plus convaincus qu'auparavant de la nécessité d'imposer un confinement à domicile afin de limiter la propagation de l'épidémie de Covid-19, seul moyen de se protéger et protéger les proches du virus qui s'est grandement propagée à travers la ville ».

Exerçant dans le secteur de la santé, Youcef estime, dans ce sens, que « cette décision est la bienvenue compte tenu de la situation épidémiologique de nombreuses régions de la wilaya, notamment la commune de Ain Azal où je réside », soutenant qu'»il n'y a pas d'autre option que cette décision au regard de l'indifférence et l'absence de conscience de nombreux citoyens qui ne respectent pas les mesures préventives ».

Reconnaissant que « la situation actuelle exige des sacrifices », des commerçants et leurs employés ont exprimé, toutefois, leur crainte de voir le confinement partiel leur infliger une perte financière, en particulier pour les personnes payées à l'heure et à la journée ».

Salem, un grossiste implanté dans la ville d'El Eulma (à l'Est de Sétif), estime, pour sa part, que la décision d'imposer un confinement partiel dans 18 communes, dont celle d'El Eulma, pour une période de 15 jours « intervient en raison de la gravité de la situation afin de protéger la santé et la vie des citoyens ».

Néanmoins, entre ceux qui applaudissent la décision de confinement partiel imposée dans 18 communes de la wilaya de Sétif et ceux formulant des craintes, le respect des mesures préventives reste le seul moyen de prévenir la propagation de la Covid-19.

Le wali de Sétif, Mohamed Belkateb, avait mis l'accent, la semaine dernière, sur la situation épidémiologique « inquiétante » prévalant à Sétif, après la hausse du nombre de contaminations quotidiennes par le coronavirus enregistré depuis plusieurs semaines, « mais qui reste sous contrôle à la faveur de la mise en branle de tous les moyens indispensables pour lutter contre l'épidémie ».

Le chef de l'exécutif avait fait état dès lors de « la nécessité de prendre des mesures urgentes pour faire face à cette pandémie, notamment la fermeture immédiate de tous les marchés à bestiaux à travers la wilaya et les commerces qui n'adhèrent pas aux mesures préventives requises, tout en insistant sur le côté coercitif vis à vis des contrevenants et ce, avant d'envisager la possibilité d'appliquer un confinement total ou partiel ».

La wilaya avait également décidé d'interdire la tenue des fêtes de mariage et autres regroupements familiaux festifs par mesure de précaution contre la propagation de la Covid-19, en particulier après le foisonnement des cortèges de mariages dernièrement à travers le territoire de la wilaya.

Le chef de l'exécutif local a également martelé que le respect des mesures préventives telles que la distanciation physique, le port d'un masque de protection et la désinfection des mains reste « un moyen efficace pour limiter la propagation de la pandémie de la Covid-19 », misant, dans ce contexte, sur la prise de conscience et la responsabilité du citoyen pour éradiquer le virus.**R. R.**

M'SILA

Nécessité d'accélérer les travaux de la station déminéralisation

LE MINISTRE des Ressources en Eau, Arezki berraki, a insisté hier à M'sila sur la nécessité d'accélérer l'acquisition et l'installation des équipements de la station de déminéralisation d'eau potable de la commune de Hamam Dhalaa distante de 50 km au Nord-est du chef-lieu de wilaya.

Le ministre a indiqué que « l'entreprise de réalisation était tenue d'acquérir les équipements de la station auprès d'un importateur de la wilaya de Sétif puis les installer ainsi qu'à renforcer le chantier pour fournir à la population de la commune un volume d'eau de 500 m3/jour dans un délai d'excédant pas début août prochain ».

Il a également relevé que le transfert des eaux du barrage de Tassel dit de la wilaya de Bouira atténuera le déficit en eau potable de la commune de Hamam Dhalaa où il a notamment inauguré un château d'eau de 2000 m3.

Plus de 7 milliards DA ont été mobilisés pour ce transfert qui alimentera la commune de Hamam Dhalaa et plusieurs communes de Bordj Bou Arreridj.

En outre, le ministre a fait état, de l'octroi d'une rallonge de 50 millions DA pour parachever les travaux de la station de traitement d'eau de Lokmane qui alimentera la ville de M'sila.

Il a aussi préconisé de « constituer une commission de suivi des atteintes qui ciblent le réseau de distribution d'eau dans la wilaya ». M. Berraki a appelé à prendre les mesures nécessaires contre l'entreprise en charge du fonçage d'un forage profond pour 120 millions DA dans la commune de Tarmount pour la contraindre à terminer le projet et permettre la mobilisation d'un volume supplémentaire d'eau potable pour le chef-lieu de wilaya.

Il a également appelé à prendre en charge les ouvrages de mobilisation des eaux superficielles et d'engager les études relatives à l'exploitation en agriculture des eaux recyclées des stations d'épuration des eaux usées des villes de M'sila, Boussaâda et Sidi Aïssa.

Le ministre a donné, à ce propos, des instructions pour entamer immédiatement l'entretien du barrage de Bounasroune dans la commune de Dehahna dont la digue a été endommagée, il y a quelques années, en mobilisant 100 millions DA.

Concernant le barrage d'Ouled Sidi Abdelwahab dans la commune de Sidi Aïssa, M. berraki a préconisé de reprendre les travaux qui étaient à l'arrêt faute d'enveloppe financière suffisante avec engagement d'une étude pour l'octroi d'une rallonge de 250 millions DA.

Le ministre devra poursuivre sa visite dans la wilaya par l'inspection de plusieurs projets de son département dans les communes de Maâdhid, Barhoum et Boussaâda.

R. R.

LE PLUS GRAND MUSÉE DU MONDE

7000 personnes au Louvre

Fermé depuis le 13 mars dernier en raison de la crise du Covid-19, le musée du Louvre à Paris est à nouveau accessible aux visiteurs, aux touristes européens seulement et aux amateurs d'art.



Rouvert dans la matinée de ce lundi à 07 heures sous sa pyramide, le personnel et les visiteurs sont sous l'obligation du port du masque, du respect de la distanciation physique. Les vestiaires et les buvettes demeurent fermés. La billetterie est en ligne avec des horaires pour la jauge. Le musée du Louvre permet l'accès à 70% de ses collections en ces temps de crise sanitaire due à la propagation du coronavirus.

Chaque année, le plus grand musée du monde et le plus visité accueille près de dix millions de visiteurs pour apprécier ses chefs-d'œuvre, principalement la Joconde, la Vénus de Milo, La Liberté guidant le peuple, Le Radeau de La Méduse, les bijoux de la Couronne. Après plus de trois mois d'arrêt et une perte annoncée de près de quarante millions d'euros, le musée a accueilli les premiers visiteurs dès 09 heures du matin. Bien sûr, il ne s'attend pas à une grande affluence. Des créneaux de visites de 500 personnes sont mis en place toutes les demi-heures pour respecter les règles sanitaires. D'après son président-directeur Jean-Luc Martinez, « Aujourd'hui (n.d.l.r, lundi) 7 000 personnes ont réservé, d'habitude on accueille 30 000 personnes », rapporte la presse française.

Et dans communiqué publié sur le site du musée, vendredi 29 mai, il est précisé : « La mise en place d'un système de réservation comme le déploiement d'une nouvelle signalétique directionnelle permettront d'offrir des conditions de sécurité maximum à nos visiteurs en complément du port du masque et du respect des gestes barrières préconisés ».

Pour l'heure, seuls les Européens pourront venir au Louvre dans la capitale française, les touristes des continents américain et asiatique étant jusqu'à nouvel ordre privés de voyages. Si la direction appréhendait trois années difficiles, le total des billets vendus en 2020 n'égalera pas le record de plus de 10 millions atteint en 2018. Les lieux du musée étant spacieux, les salles les plus fréquentées seront ouvertes, de même que celles inhérentes aux collections très populaires auprès du public de la région parisienne comme les Antiquités de l'Egypte, de la Grèce et de Rome. Plus de 30 000 œuvres sont disposées sur une surface de 45 000 m², ce qu'un visiteur téméraire pourrait voir au pas de course. Un fléchage en bleu indique le sens des parcours, obligatoire en cas d'affluence, sans possibilité de retour en arrière et toute sortie sera définitive. Des marquages au sol sont prévus pour éviter les attroupements. Un nouvel audioguide pourra être loué à partir du 15 juillet. Il est disponible en neuf langues, proposant des contenus innovants sur l'histoire des salles et des collections avec leurs mystères et leurs anecdotes. La seule exposition temporaire, dans la Petite Galerie : Figure d'artiste est prolongée, mais réduite, elle présente une sélection de certaines des plus belles peintures, notamment des portraits de Rembrandt à Dürer, de Delacroix à Vigée-Lebrun. En octobre prochain, deux grandes expositions sont prévues : Le Corps et l'âme de Donatello à Michel-Ange et Albrecht Altdorfer : maître de la Renaissance allemande. Pour cette première journée de reprise, le président-directeur s'est dit sous les applaudissements « très, très heureux d'accueillir des visiteurs. Un musée c'est fait d'abord pour accueillir des visiteurs, on a consacré notre vie à l'art et on aimerait partager cette passion ; là on y est ! ». Aussi, les équipes de communication se sont attelées au développement du musée virtuel en ligne, avec plusieurs films, podcasts et jeux. Dores et déjà, le musée du Louvre se prépare aux prochaines échéances comme les Jeux olympiques et asseoir un plan pour les quatre prochaines années **R. C** **Site : louvre.fr**

AIDE AUX ARTS ET AUX LETTRES

La nouvelle commission installée

Mohamed Yahiaoui est installé, ce mardi à Alger, au poste de président de la Commission spécialisée d'aide aux arts et aux lettres, indique un communiqué du ministère de la Culture et des arts.

Cette Commission spécialisée relève du Fonds national pour le développement de l'art et de l'industrie cinématographique et pour la promotion des arts et des lettres. Elle est chargée de l'examen des demandes d'aide liées au théâtre, à la musique, au livre et aux arts plastiques. La ministre de la Culture a affirmé que « cette Commission doit s'acquitter pleinement de son rôle conformément à la loi et comme l'exige la responsabilité dans l'octroi des aides aux ayants-droit ». Elle a également mis l'accent sur l'importance « de sélectionner les œuvres méritées en toute objectivité », après examen minutieux de tous les projets artistiques exposés en vue « d'accompagner les œuvres ciblées », les talents et l'ensemble des acteurs sur la scène culturelle et artistique, rapporte l'Agence presse service d'Algérie. En sus du président de la Commission, Mohamed Yahiaoui, actuellement directeur du Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi, cette commission est composée de quinze membres dont des artistes, des écrivains et des universitaires, tels que l'enseignant spécialisé en arts dramatiques, Brahim Ismail, l'enseignant à l'Institut national supérieur de musique, Djamel Senouci, la plasticienne Kenza Bourenane, la chorégraphe Fatma Zohra Namous, l'écrivain Mustapha Harkat et le romancier Samir Kacimi. **R. C.**

SORTIR

FILMS Dix long-métrages et onze court-métrages jusqu'au lundi 13 juillet en ligne.
Films. Animations, fictions, documentaires et films jeune public africains et français sous-titrés: ifcinema.institutfrancais.com/fr/alacarte
Rafiki de Wanuri Kahiu (Kenya, 83', 2018)
Le Nouveau de Rudi Rosenberg (France – comédie, 81', 2015), Malika et la sorcière de Nabaloum Boureima (Burkina Faso, jeune public, 15', 2014), Le Vélo de l'éléphant de Olesya Shchukina (Belgique, France, jeune public, 9', 2014)…
Consulter: if-algerie.com/alger/agenda-culturel

DOCUMENTAIRE Diffusion en ligne du film documentaire Souvenir dans un exil, produit et réalisé par Mokhtar Kerboua (2018).
Après l'invasion de la France par les forces nazies, en 1941, le gouvernement de Vichy a arrêté des rebelles antinazis et les a conduits vers un camp de détention au sud de l'Algérie, à Djelfa. Voir dans page Facebook de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel.

THEATRE Nouvelle production pour enfants du Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran : Qitar eddounia (Le train de la vie). Pièce écrite par Mansouri Bachir, mise en scène de Houari Abdelkhalek, scénographie de Mouffok Djillali. Un spectacle qui sera présenté après la levée du confinement sanitaire.

SINGLE Nouveau titre Aâyit (Je suis fatigué, 03: 55 minutes, plateforme distrokid.com / videos) du groupe pop Index Dz d'Alger. Et reprise du cover Sept heures moins quart, titre adapté à l'urgence sanitaire de l'heure pour prévenir contre la propagation du coronavirus.

CLIP Nouvelle chanson Qololi (Dites-moi) du collectif Bandya Social Club. Les artistes Hamidou, Baâziz, Abderahmane Djalti, Kamel Bouakaz, Fouad Chemlal, Mohamed Lamine, Fathi Tabouche, Hakim Salhi, Mohamed KG2, Noureddine Allane, Mohamed Reda Djender, Mennacer Mustapha et Reda Sika appellent au partage avec humour.

HOMMAGE Manu Dibango le saxophoniste. Soul Makossa sur youtube.com/watch?v=ny78BCBir2Q
12 décembre 1933 : Naissance à Douala au Cameroun.
1972 : Premier album O Boso.
1972 : Soul Makossa dans les classements américains.
1989 : première autobiographie Trois kilos de café.
2014 : Dernier album Balade en saxo.
2019 : Tournée des soixante ans de carrière.
24 mars 2020 : Mort à Paris des suites du coronavirus.

FESTIVAL 18e édition des Rencontres Cinématographiques de Béjaïa. Avec l'association Project'heurts du samedi 19 au jeudi 24 septembre (date à confirmer).
Films : courts et longs métrages, documentaires et films d'animation datant de 2019 ou 2020.
Lieux : Salle de la Cinémathèque, cafétéria du Théâtre régional Abdelmalek-Bouguermouh de Béjaïa.

OSCARS L'Académie des arts et sciences du cinéma – Académie des Oscars – à Los Angeles a invité les cinéastes algériens Malek Bensmail et Salem Brahimi à rejoindre cette année la liste de ses 819 nouveaux membres. La prochaine édition des Oscars – la 93e du genre –est prévue pour le dimanche 25 avril 2021.



Des vestiges romains découverts à la gare d'Hendaye ? La vidéo d'un collectif a créé le doute sur YouTube

Les vestiges romains découverts à la gare d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) ? C'est ce qu'a mis en scène le collectif d'artistes Borderline Fabrika dans une vidéo postée sur YouTube dimanche 14 juin. Certains internautes se sont laissés berner par le faux reportage qui avait en réalité pour but de rappeler le projet d'implantation d'un café culturel par le collectif, relaie le journal Sud-Ouest.

Jean-Michel Fouilletout, archéologoque, découvre avec excitation un gobelet en plastique avec « les premières écritures basques ». Cette scène apparaît dans une vidéo postée sur YouTube par le collectif d'artistes Borderline Fabrika, et relayée par Sud-Ouest ce mercredi 17 juin. Le chercheur se trouve alors devant la gare d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), sur des vestiges romains…

C'est en tout cas ce que laisse croire la vidéo, présentée comme un reportage réalisé par BLF TV. Mais le nom de l'archéologue, « Fouilletout », et le gobelet en plastique rendent la supercherie presque évidente. « Presque », car certains internautes ont bien été piégés par Borderline Fabrika, selon le quotidien régional, pensant que de véritables vestiges romains avaient été découverts sur le site de la gare en chantier.

Rappeler le projet du collectif d'artistes

La farce avait surtout pour but de faire parler du projet en cours de Borderline Fabrika, rappelle Sud-Ouest. Les douze artistes du collectif ont été retenus par la SNCF pour installer dans un tiers lieu de la gare un « café culturel », comme l'indique dans la vidéo George « Panam », fraîchement rentré de Paris. Les lieux seront ouverts librement au public. Ils intégreront un espace de coworking (travail partagé), une scène pour les musiciens et comédiens, une cantine. C'est « un espace de création voulu comme un laboratoire, où les gens pourront venir librement, se sentir chez eux et participer à la vie des lieux », explique Alexia, membre du collectif, au journal régional.

Celle-ci poursuit : « Comme nous sommes à Hendaye, plusieurs Hendayais ont réagi… La vidéo a été vue quasiment 800 fois, donc forcément, certains y ont cru. Finalement, on est assez surpris de l'ampleur que cela a pris et satisfaits d'avoir vu aussi qu'autant de monde nous suivait. »

Qu'est-ce que l'outillage de presse ?



Le développement de la presse mécanique a donné lieu à une demande pour une autre forme d'outillage, l'outillage de presse, dont la fonction est de couper et de former des tôles dans des formes et des configurations prédéterminées.

Traditionnellement, à partir de dessins techniques élaborés par l'outilleur, des ingénieurs ou des technologues, les fabricants d'outils définissent la conception sur la matière première (généralement le métal), puis la coupent à la taille et à la forme à l'aide de machines-outils à commande manuelle (tels que les tours, fraiseuses, rectifieuses et meuleuses), les outils électriques (tels que les outils rotatifs) et les outils à main.

L'art et la science (en particulier la science appliquée) sont intimement mêlés dans leur travail, tout comme dans l'ingénierie. Les ingénieurs de fabrication et les outilleurs-ajusteurs travaillent souvent en étroite collaboration au sein d'une équipe d'ingénierie de fabrication.

Depuis l'avènement de l'informatique dans les domaines manufacturiers, les fabricants d'outils et de matrices ont de plus en plus ajouté des compétences informatiques à leur travail quotidien.

Les fabricants d'outils d'aujourd'hui sont généralement tenus de posséder toutes les compétences traditionnelles et d'importantes compétences numériques.

Les outils de presse sont couramment utilisés dans les presses hydrauliques, pneumatiques et mécaniques pour produire les composants en tôle en grandes quantités.

En plusieurs étapes plus ou moins complexes, les pièces sont réalisées par découpe, poinçonnage, taraudage, pliage, emboutissage…

Comme il peut exister une quasi-infinité de configurations, l'outillage de presse est probablement un des métiers de la mécanique les plus complexes, destinés à des secteurs industriels exigeants et variés, en raison des nombreux paramètres à prendre en compte pour développer les outils et produire les pièces dans les caractéristiques demandées par le client.

VANNES. L'ÉMAIL, DIAMANT DE LA COMPAGNIE DES RÉCLAMES





Les plaques émaillées et vintage ont, depuis dix ans, leur boutique à Vannes (Morbihan) : la Compagnie des Réclames. Une caverne d'Ali Baba qui célèbre l'âge d'or de la publicité.

C'est une toute petite boutique, nichée à l'angle de la rue des Halles et de la place Valencia à Vannes (Morbihan). Une toute petite boutique qui fleure bon la nostalgie, même si, ici, tout est neuf. Neuf et de qualité. Car la Compagnie des Réclames – qui ne compte que deux magasins en France (à Vannes et à La Rochelle) – fabrique elle-même ses plaques émaillées publicitaires, en Charente-Maritime.

5000 références

« Nous proposons plus de 5 000 références, précise Isabelle Yon, qui gère la boutique vannetaise depuis son ouverture, en février 2010. Dans la boutique, il doit y en avoir plus d'un millier et ça tourne. On reçoit des nouveautés toute l'année. »

Cuites à 800 degrés dans les trois fours de l'entreprise, les plaques émaillées reproduisent les publicités rétro des plus grandes marques françaises, disparues ou encore existantes : Bouillon Kub, Michelin, Citroën, KUB, Chocolat Menier, VélosoleX, Lefèvre-Utile, La vache qui rit, des marques de voitures, d'huiles de moteur, de journaux régionaux…

« Contrairement à la tôle, plaque de fer peinte qui va s'abîmer dans le temps, la plaque émaillée ne rouille que si l'émail a sauté. Sinon, ça ne bouge pas », indique Isabelle Yon.Et c'est parce qu'elle est solide et durable, que la plaque émaillée a été autant utilisée depuis les années 20, principalement pour la publicité, mais aussi pour servir d'indication (plaques de rues, numéros de maisons…).

Fabriquées à l'ancienne

La boutique propose donc de nombreuses reproductions de ces plaques anciennes, « fabriquées à l'ancienne », dont les prix varient, selon le format et les droits à payer pour utiliser le nom de la marque, de quelques dizaines à plusieurs centaines d'euros. « On travaille pour Michelin, pour les 24 Heures du Mans… On a aussi quelques créations, des plaques à texte, vendues 10 €, réalisées suivant les techniques traditionnelles et toujours dans un bon esprit. »

Outre les plaques produites en France, la Compagnie des Réclames propose des articles en tôle peinte, plus abordable, en tôle anglaise (« plus lourde ») ou en tôle américaine (« entre la tôle française et l'émail »).

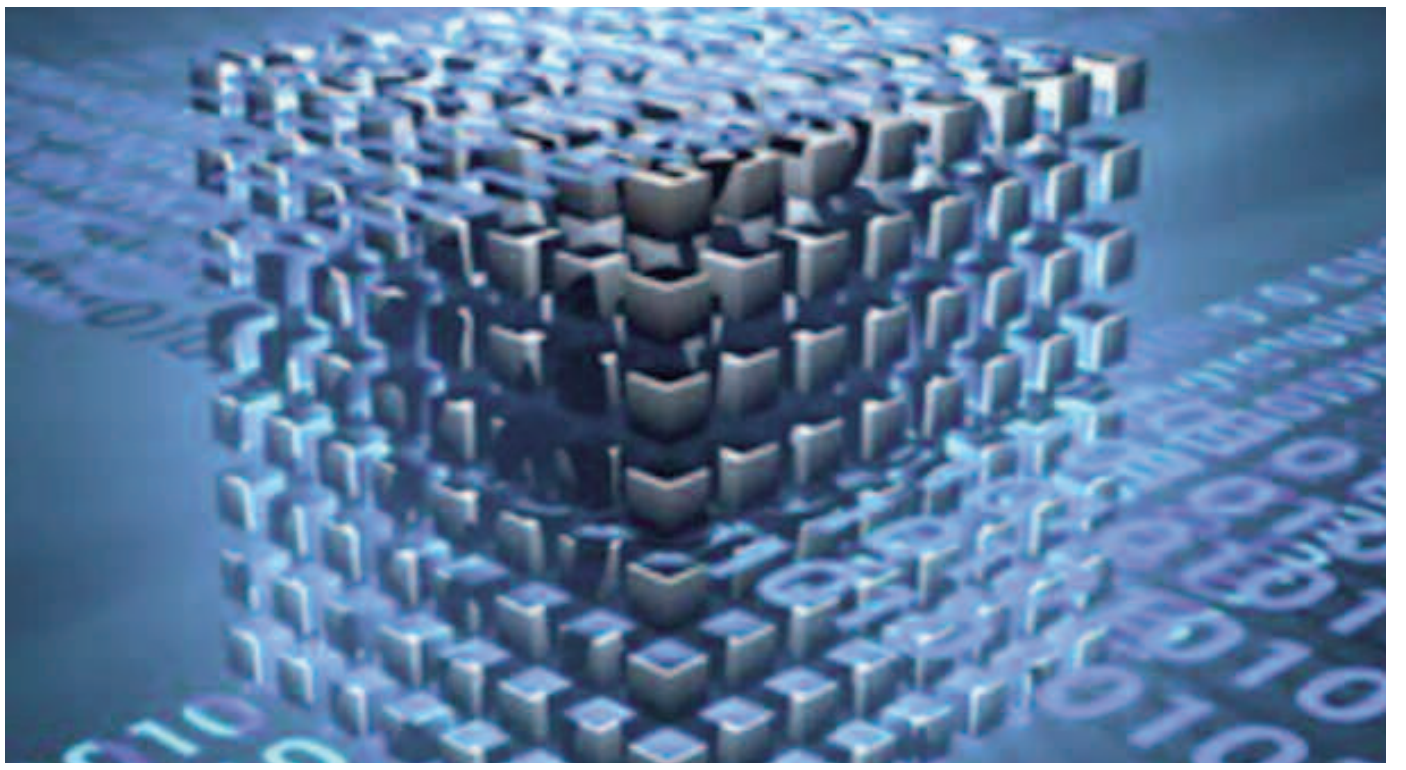
On trouve, aussi, en magasin ou sur commande, de nombreux objets émaillés tels que des mugs, des porte-clés, des magnets, des présentoirs à serviette de table, cendriers, vide-poches…

Beaucoup de collectionneurs

Le marché est très vaste. La boutique, qui vend sur internet, en France et à l'étranger, compte beaucoup de collectionneurs. « Des gens qui achètent d'anciennes plaques, nous prennent des reproductions qu'ils ne trouvent pas, avant de dénicher la perle rare. On a aussi une grosse clientèle de personnes qui veulent décorer leur garage. »

Big Data : 4 façons d'améliorer le fonctionnement de vos projets

Technologie : Trouver des personnes capables de s'enthousiasmer pour un projet Big Data, développer des compétences analytiques ; voici comment aider votre entreprise à devenir plus confiante avec les données qu'elle détient. Et en tirer de la valeur.



Les organisations continuent de collecter toujours plus de données. Si le département informatique est souvent chargé de déterminer comment les données sont collectées, il incombera à d'autres personnes ailleurs dans l'entreprise d'exploiter ces informations. Mais Gartner estime que 50 % des organisations n'ont pas une maîtrise suffisante des données pour en tirer le meilleur parti.

Selon l'analyste, la capacité à « faire parler des données » devient un aspect intégral de la plupart des emplois. Comment votre organisation peut-elle donc s'assurer que son personnel est en mesure de travailler, d'analyser les données ? Quatre directeurs techniques donnent leurs conseils sur les meilleures pratiques pour renforcer la maîtrise des données.

1. Trouver des personnes passionnées

Ian Cohen, chef de produit et responsable de l'information au sein du groupe ICS, reconnaît l'importance de développer la culture des données dans une organisation – mais il sait aussi qu'on ne peut pas la forcer : « je ne crois pas qu'on puisse faire faire aux gens des choses qu'ils ne veulent pas faire », dit-il. Vous ne pouvez donc pas entrer dans une organisation le lundi et dire "cette semaine, nous allons améliorer la maîtrise des données de toutes nos équipes, nous allons mettre en œuvre ce programme et envoyer tout le monde suivre ces cours", parce que cela ne fonctionne pas. »

Ce que l'on constate généralement, ajoute Ian Cohen, c'est que les personnes qui s'intéressent à quelque chose en ont déjà une connaissance basique. Si vous avez pour mission d'accroître la maîtrise des données, vous devez d'abord trouver les personnes qui s'intéressent aux données. « Il est beaucoup plus facile de développer les forces des gens ou de les amener à faire davantage ce pour quoi ils sont déjà bons plutôt que d'essayer de corriger leurs soi-disant faiblesses », dit-il. « Aidez donc les gens qui sont vraiment passionnés par quelque chose ; cédez à leurs passions et ils seront plus passionnés. »

Selon lui, cela alimentera, espérons-le, la curiosité de ceux qui n'ont pas été immédiatement attirés par le projet dès le premier jour. « Trouver les personnes qui sont naturellement enthousiastes, les rendre plus enthousiastes et transformer cet enthousiasme en une contagion en le rendant visible, en le rendant accessible et en démontrant la simplicité et la facilité du résultat. Et puis les gens viennent avec vous », dit-il.

2. Construire une communauté de personnes partageant les mêmes idées

Selon Malcolm Lowe, responsable informatique de Transport for Greater Manchester (TfGM), le meilleur moyen de renforcer la maîtrise des données est de réunir des personnes partageant les mêmes idées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'organisation. « Nous avons créé une communauté de personnes intéressées en interne, elles partagent donc les conseils et les astuces », dit-il. « Nous sommes également en contact avec de nombreuses autres organisations qui participent à ce projet. »

Par exemple, Malcolm Lowe affirme que TfGM entretient de bonnes relations avec les aéroports de Manchester : « ils ont peut-être deux ou trois ans d'avance sur nous. Nous sommes donc en mesure d'apprendre d'eux également ». Il affirme que sa région est très propice à l'apprentissage en matière de technologie, notamment grâce à des événements physiques organisés par des fournisseurs du secteur du Big Data. Ce genre d'événements, qui se déroulaient de manière physique avant la pandémie, se déroulent désormais en ligne – mais le bénéfice potentiel est le même : l'éducation.

« Pour moi, stimuler la maîtrise des données consiste donc à créer une communauté et un réseau.

Si vous voulez améliorer votre maîtrise des données, il est important de trouver des personnes qui ont des intérêts et des objectifs similaires et de commencer à apprendre les uns des autres », explique-t-il.

3. Veiller à ce que la stratégie en matière de données soit bien définie et comprise

Richard Gifford, le DSI de Wincanton, déclare qu'il comprend parfaitement les avantages de la maîtrise des données, tant pour son entreprise interne que pour ses clients externes. Cependant, faire comprendre aux gens cela est loin d'être simple. Pour tirer le meilleur parti des données, d'après lui, il faut également disposer d'une stratégie globale en matière de données qui explique comment tirer le meilleur parti des informations que vous détenez.

Les programmes de formation à l'utilisation des données contribueront à sensibiliser à l'importance de la stratégie en matière de données et, dans le même temps, à renforcer la culture de votre entreprise en matière de données. « Nous sommes axés sur les données et dans une organisation comme la nôtre, nous disposons d'une énorme quantité de données », dit-il. « Si vous développez une culture des données, vous pouvez alors commencer à faire des propositions avec ces données, et cela peut être bénéfique pour les clients. »

4. Utiliser la classification pour aider les gens à apprendre la valeur des données

Simon Liste, directeur des technologies de l'information au Pension Protection Fund, est un autre directeur technique qui affirme que la meilleure façon de stimuler la culture numérique est de se concentrer sur l'éducation et la sensibilisation – et ce processus doit s'étendre à toute l'organisation. « Quelqu'un qui travaille au sein de l'entreprise sait probablement ce dont il a besoin pour travailler à partir des données », dit-il. « Donc, si les personnes de votre organisation veulent tirer le meilleur parti des informations, les données et la sécurité ne doivent pas seulement être la propriété de l'informatique – c'est la responsabilité de chaque individu ».

La classification des données est cruciale si l'on veut apprendre à utiliser efficacement les données. Ce processus de classification inclut des préoccupations comportementales, telles que la manière dont les données vont être utilisées, distribuées et disséquées. Il fait également référence à des considérations techniques, telles que la manière dont les données vont être sécurisées, visualisées et partagées, à la fois en interne et au-delà du pare-feu de l'entreprise.

« La classification vise à s'assurer que les gens savent ce qu'ils veulent faire avec ces données et comment », dit-il.

« Je pense que cette classification implique une collaboration entre ceux qui font l'analyse des données, qui est une fonction commerciale frontale, et ceux qui exécutent les fonctionnalités critiques, tels que les développeurs et l'équipe d'architecture qui peuvent interroger les données. La maîtrise des données devrait donc être un objectif pour les informaticiens et les professionnels. »

Intel : deux processeurs hybrides Lakefield avec quatre cœurs Tremont et un cœur Sunny Cove



TECHNOLOGIE : Les processeurs avec un mélange de cœurs sont la dernière réponse d'Intel à la question des puces de faible puissance.

Intel a annoncé le lancement d'une paire de processeurs Lakefield, dont les puces à 5 cœurs seront composées de 4 cœurs Tremont pour une utilisation à faible puissance, et d'un cœur Sunny Cove pour les charges de travail nécessitant de l'explosivité.

Le processeur est fabriqué selon la technologie de gravure 10 nm et utilise la technologie Foveros 3D, qui, selon lui, lui permet de gagner de l'espace en empilant les composants.

Intel explique que par rapport à un processeur Core i7 8500Y de 14 nm, les puces Lakefield sont jusqu'à 56 % plus petites, et consomment 91 % de puissance en moins, à 5,2 mW en veille. Les Lakefields sont également capables de convertir des clips vidéo 54 % plus rapidement que le i7 8500Y.

Les nouvelles puces hybrides sont destinées à des appareils fins à faible consommation d'énergie, tels que les appareils à double écran et pliables.

Les deux puces – une i5-L16G7 et une i3-L13G4 – seront toutes deux des puces de 7 watts, avec 5 cœurs, 4 Mo de cache et qui supportent la mémoire LPDDR4X-4267. La i5-L16G7 aura une fréquence de 1,4 GHz avec un turbo single-core de 3 GHz maximum et 64 unités d'exécution graphique. La i3-L13G4 aura une fréquence de base de 0,8 GHz avec un turbo single-core de 2,8 GHz maximum et 48 unités d'exécution graphique.

Alors que Arm propose l'architecture big.Little cores, l'architecture hybride d'Intel est surnommée Big-Bigger. Elle doit fournir « une communication en temps réel entre le processeur et le planificateur du système d'exploitation pour exécuter les bonnes applications sur les bons cœurs », précise Intel.

Les premiers produits à utiliser ces puces seront le Lenovo ThinkPad X1 Fold et la version Intel du Samsung Galaxy Book S.

Le Forfait + à 200 DA L'ANNONCE

*UNE PETITE ANNONCE DE 4 LIGNES DONT CHACUNE COMPRENDRAIT - 26 SIGNES (ESPACE COMPRIS)



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46

*****
Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
Centre : SIA
Ouest : SIO
Est : SIE
SIMPRAL
******
FLASHAGE
Centre, Est : LJI
******
DIFFUSION
Centre : CIDP.
Ouest : SEDOR.
Est : Eurl KDP
******
PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

CONTACTEZ AUSSI
ANEP
1 rue Pasteur, Alger
Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43
Fax : 021 73 95 59
******
BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36
• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax :
(026) 22.95.62
• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64
• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N°10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr
• Tipasa
B.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2020
Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

DR DJAMEL EDDINE DAMERDJI (PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MÉDICALE DE LA FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE FOOTBALL

«Un éventuel retour à l'activité doit se faire de manière progressive»

Le président de la commission médicale de la Fédération algérienne de football (FAF), Djamel-Eddine Damerdji, a préconisé mardi un «retour progressif» à l'activité sportive, en cas d'accord des pouvoirs publics pour reprendre les compétitions, suspendues depuis mi-mars en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19).

«Nous sommes sur le point de boucler quatre mois d'inactivité et la durée va certainement s'allonger. Après avoir montré au début une certaine volonté à entretenir leur forme, les joueurs ont fini par se lasser et ont abandonné, certains ont pris du poids. C'est tout le monde qui est dans la même situation en raison des mesures liées au confinement. Dans le cas où les pouvoirs publics viendraient à donner leur accord pour une reprise, elle doit se faire de manière progressive, comme si le joueur n'a jamais joué au football, c'est ça le principe, afin d'éviter les blessures notamment», a indiqué à l'APS Dr. Damerdji. Le Bureau exécutif de la FAF, réuni mardi dernier, a maintenu sa position prise initialement pour la reprise de la saison footballistique 2019-2020, en cas d'accord des pouvoirs publics. En attendant la levée totale du confinement et l'autorisation des rassemblements, il a été décidé de maintenir la feuille de route initialement établie le 30 avril dernier, qui consiste à poursuivre le reste de la saison 2019-2020 des Ligues 1 et 2 sur une période de 8 semaines, après une période de préparation de 5 à 6 semaines, quelle que soit la date qui sera arrêtée par les pouvoirs publics. «Je suis en même temps optimiste et pessimiste en raison du nombre de cas recensés ces derniers jours. Une reprise en l'état actuel est écartée. Il faudra bien un jour reprendre, mais ce qui importe le plus c'est la préservation de la santé publique», a-t-il ajouté. S'agissant du protocole sanitaire élaboré par la FAF, sur demande du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), Dr. Damerdji a tenu à préciser un «détail important» : «Tout le monde doit comprendre que ce protocole a été réalisé pour une reprise, dont la date et le pouvoir de décision n'ont jamais été entre les mains de la FAF, encore moins du MJS. Les mesures contenues dans le protocole sanitaire ont été établies dans la faisabilité de leur application».



RENDRE LES JOUEURS «PLUS DISCIPLINÉS»

Chez les clubs, c'est un autre son de cloche. Une éventuelle reprise de la compétition après une longue période d'inactivité pourrait être «préjudiciable» pour le joueur, estime le docteur Amar Benarmas, membre du staff médical du MC Oran.»Sur le plan médical, c'est impossible de reprendre après un si long arrêt. Inviter le joueur à s'entraîner de nouveau pourrait l'exposer à un risque réel de blessure. Ce n'est pas évident, d'autant que la majorité des joueurs algériens manquent d'une véritable hygiène de vie», a-t-il regretté. Au MCO, les joueurs ont été soumis depuis le début de la pandémie à un travail individuel, mais le docteur Amar Benarmas semble avoir des doutes sur leur volonté de l'appliquer. «A l'instar des autres formations, le MCO a transmis à chaque joueur un programme en solo à suivre, mais j'ai des doutes sur leur volonté de l'appliquer. Ce n'est pas facile, d'autant que la période est devenue si longue. La meilleure décision qui puisse être prise par les autorités est l'arrêt définitif du championnat», a-t-il estimé. En cas de reprise, Dr. Benarmas a suggéré de regrouper les joueurs dans un hôtel et leur interdire de se rendre chez eux : «C'est une décision qui sera prise par le MCO en cas de reprise. Les joueurs s'entraîneront pendant la journée et seront regroupés en permanence à l'hôtel. C'est la meilleure solution pour leur éviter de se frotter avec d'autres personnes, ce qui augmenterait les risques de contamination». Enfin, le médecin du MCO a indiqué qu'il faudra bien reprendre un jour, «mais pas dans le contexte actuel», marqué par la hausse du nombre de cas positifs au COVID-19 depuis quelques jours. «La reprise se fera tôt ou tard, c'est une certitude. Le virus va rester avec nous certainement pour une longue période, nous devons nous adapter à la situation, l'urgence est de rendre les joueurs plus disciplinés et conscients», a-t-il conclu.

LIGUE 1 : LE PRÉSIDENT DE LA JS KABYLIE CONDAMNÉ À DEUX MOIS DE PRISON FERME

LE PRÉSIDENT de la JS Kabylie (Ligue1 de football), Cherif Mellal, a été condamné lundi à deux mois de prison ferme par le tribunal de Tizi-Ouzou dans une affaire de diffamation qui l'opposait à l'ex-président Mohand-Chérif Hannachi, a appris l'APS de Sofiane Dekkal, membre du collectif d'avocat de la JSK. Le procès de l'ex-président de la JSK intervient à la suite d'une plainte pour diffamation déposée après la lourde défaite concédée à domicile par l'équipe face au CR Belouizdad où le président Mellal avait déclaré que «c'est Hannachi qui était derrière l'envahissement du terrain par des supporters de la JSK». N'ayant pas apprécié les déclarations tenues contre lui par le président Mellal sur une chaîne de télévision, Hannachi a intenté une action en justice.

LA FAF REND HOMMAGE AU DÉFUNT AHMED DRIBAT (PRÉSIDNET DE LA LIGUE DE TAMENRASSET)

LE MEMBRE du Bureau fédéral Amar Bahloul a qualifié de «vraiment dévoué» Ahmed Dribat, le président de la Ligue de wilaya de Tamanrasset, décédé des suites d'une crise cardiaque lundi, après avoir «beaucoup fait» pour le développement du football au niveau de sa région malgré «le manque de moyens et l'éloignement». «Outre son dévouement, le regretté Dribat était quelqu'un de très appliqué dans son travail et il s'entendait avec tout le monde. Sincèrement, cela a toujours été un plaisir de collaborer avec lui», a indiqué Bahloul, mardi à l'APS. «C'était un dirigeant qualifié et un excellent coordinateur, aussi bien avec la FAF qu'avec la Ligue régionale de Ouargla. C'est d'ailleurs en grande partie grâce à cela que la Ligue de Tamanrasset a pu rester aussi stable», a ajouté le président de la commission de coordination avec les ligues à la FAF. Il est le deuxième président de Ligue à décéder en moins de 15 jours, après Ahmed Mebrek, qui dirigeait la Ligue régionale d'Annaba.

SIGNATURE D'UNE CONVENTION TRIPARTITE ENTRE L'USMA, LA DCGF ET UN CABINET D'EXPERTISE

UNE CONVENTION tripartite liant la SSPA Union Sportive Medina d'Alger (USMA) au cabinet d'expertise Kaizen Academy ainsi qu'à la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) a été signée mardi à Alger, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF).
Cette cérémonie s'est déroulée en présence du directeur général de la SSPA/USMA, Abdelghani Haddi, du secrétaire général de la FAF, Mohamed Saad, du président de la DCGF relevant de la FAF, Réda Abdouche et de membres de son équipe, selon la même source qui ne donne pas plus de détails.
Après le MC Alger , le Paradou AC et l'USMB Abbes , ce sont le CR Belouizdad, l'AS Aïn M'lila et le NC Magra qui avaient signé la même convention tripartite au mois de Juin dernier .. La signature de ces conventions s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures décidées par la FAF, au titre de l'accompagnement des clubs professionnels.

Mahfoud Kerbadj potentiel candidat à la présidence de la FAF

ALORS qu'il avait juré par tous les noms de Dieu de ne plus s'impliquer dans les affaires de football après son éjection du poste de président de la Ligue de football professionnel, il y a de cela près de deux années, Mahfoud Kerbadj n'écarte pas cette fois-ci l'idée de briguer le poste de président de la FAF lors de la prochaine assemblée générale élective prévue pour mars ou avril de l'année prochaine.
Le fait que l'actuel président de la FAF, Kheïreddine Zetchi, ait annoncé sa décision de ne pas se présenter pour un deuxième mandat, semble avoir donné des idées à Kerbadj, dont tout le monde connait l'animosité existante avec l'actuel bureau fédéral, à sa tête Zetchi. Et si jusque-là l'ancien président du CRB manifestait à demi-mots son désir de briguer la présidence de la première instance footballistique algérienne, cette fois-ci il ne cache nullement ses ambitions dans ce registre.
A son entourage, il a confié, apprend-on, qu'il désirait effectivement se porter candidat lors des prochaines élections de la FAF, précisant toutefois que ses engagements professionnelles, lui qui dirige l'imprimerie officielle, l'obligent à demander d'abord le feu vert des autorités concernées. En attendant, l'ex-patron de la LFP s'est dit «confiant» quant à ses capacités d'assurer convenablement le rôle de président de la FAF s'il venait de bénéficier de la confiance des membres de l'assemblée générale.Il met, au passage, en exergue sa riche expérience dans le domaine, acquise notamment de son passage aux commandes du CRB et de la LFP pour mener le sport le plus populaire dans le pays à bon port. Ce n'est pas tout, puisque Kerbadj table déjà sur ses «très bonnes relations» avec les présidents des clubs et différentes ligues pour accéder au ''pouvoir'' du football algérien, promettant d'ores et déjà de restituer à l'Algérie footballistique sa place dans les instances continentales où il ne compte que des amis, selon ses dires .
Kerbadj, s'il venait effectivement à se porter candidat risque de croiser sur son chemin son successeur, Abdelkrim Medouar, qui ne cache pas à son tour son ambition de remplacer Zetchi, après sa tentative ratée dans ce registre lors des élections de 2017 quand il avait vu son dossier de candidature pour succéder à l'époque à Mohamed Raouraoua, rejeté.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:29	12:35	16:26	19:55	21:33
CONSTANTINE	03:37	12:39	16:30	19:58	21:35
ALGER	03:49	12:54	16:45	20:13	21:51
OUARGLA	04:03	12:45	16:25	19:52	21:20
CHLEF	03:59	13:00	16:50	20:19	21:55
MOSTAGANEM	04:05	13:05	16:55	20:23	21:59
ORAN	04:09	13:08	16:57	20:25	22:00

LE TEMPS
INDÉPENDANT

N° 6734 – JEUDI 9 JUILLET 2020

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	34°	22°
Oran	30°	21°
Constantine	36°	15°
Ouargla	40°	25°

IL A FÊTÉ SON 71e ANNIVERSAIRE LE 1er JUILLET

Ce qu'il faut savoir sur le Parti communiste chinois

Le Parti communiste chinois (PCC) fête son 99e anniversaire ce 1er juillet, et cela fait 71 ans depuis que le PCC est au pouvoir en Chine. Le nombre de ses membres a dépassé 91 millions. Des chiffres hallucinants qui n'attestent pas moins le parcours élogieux du PCC, le plus grand parti politique du monde.



«Dès sa fondation, le PCC n'a jamais pensé à son propre intérêt. Il se consacre entièrement au bonheur de la population», a rappelé Xi Jinping, secrétaire général du Comité central (CC) du PCC. Durant près d'un siècle, le PCC, fidèle à ses engagements initiaux, s'attelle avec le peuple à réaliser la libération et l'indépendance de la nation, à construire le pays et à entreprendre la réforme et l'ouverture. La Chine est passée d'un pays pauvre et arriéré à la deuxième puissance économique mondiale. «Les miracles chinois» émerveillent sans cesse le monde.

Durant la lutte contre la pandémie de COVID-19, la Chine a indéniablement placé en premier plan le peuple, le mettant au centre de ses préoccupations. La Chine a sauvé, à tout prix, toutes les vies, en commençant par les nouveaunés jusqu'aux personnes centenaires.

La plus grande société en relations publiques et de consultations Edelman a, dans son dernier rapport publié en mars, révélé que le taux de confiance de la population chinoise en leur gouvernement était estimé à 90%. Et cela fait trois ans que le gouvernement chinois détient ce taux, le plus élevé du monde. Cette confiance constitue un soutient majeur pour le PCC dans l'exécution du pouvoir.

Le PCC, bravant des vicissitudes d'un siècle, doit son succès à ses capacités de s'offrir une voie de développement répondant aux besoins et à la situation générale du pays. Cette voie, dans le respect de la réalité, priorisant les intérêts du peuple, envisage un développement en commun dans l'ouverture, la réforme et l'innovation. Selon Li Cheng, directeur du Centre de Chine John L. Thornton de Brookings Institution, le PCC a exploré une voie de développement unique et adaptée à la Chine. La pratique a prouvé que cette voie est un choix approprié pour la Chine.

Les statistiques montrent que fin 2019, plus d'un tiers des membres du PCC avaient moins de 40 ans. Si un parti politique, créé il y a presqu'un siècle, arrive encore à maintenir son dynamisme, c'est parce que le PCC, au fil des années, a su développer un système de correction et de réparation puissant. Il a le courage de se purifier, de se rajeunir et d'innover. Une éthique qui lui permet de se débarrasser des maux habituels qui caractérisent les partis politiques, à savoir l'indiscipline et la corruption.

Entrant dans la nouvelle ère, le PCC poursuit sa révolution, en faisant régner une stricte discipline dans ses rangs. Ses réalisations historiques donnent une assurance solide pour arriver aux objectifs de développement économique et social.

Ce qui mérite d'être signalé, c'est que le PCC ne vise pas seulement le bien-être du peuple chinois et il projette également l'avenir de l'humanité. «Le Parti communiste chinois est le plus grand parti politique du monde», a indiqué le secrétaire général du CC du PCC Xi Jinping, ajoutant que «Nous devons mener à bien nos propres affaires, tout en offrant plus d'opportunités au monde». L'idée sur la construction d'une communauté de destin pour l'humanité, plusieurs fois reprise dans des résolutions de l'ONU ainsi que l'initiative «la Ceinture et la Route», font partie des contributions chinoises en matière du développement mondial.

Pour comprendre la Chine, il faut d'abord comprendre le Parti communiste chinois. Pour décrypter le PCC, certaines idées entrent en jeu, comme «la priorité à l'homme», «la voie du développement correcte», «l'auto-innovation» ou «l'esprit de l'humanité»… ces idées enracinées dès le début de la fondation du PCC vous donnent la clé pour s'approcher de ce parti politique, vieux de cent ans. Il ne fait aucun doute que le PCC, débordant d'énergies juvéniles, va continuer de piloter le mastodonte navire chinois, tout en étant centré sur le peuple. Son avancement va contribuer à la prospérité et la stabilité du monde.

De notre correspondante à Pekin, Ma Xinxin



NAÂMA

Saisie de près de 10 quintaux de kif traité

UNE QUANTITÉ de kif traité s'élevant à près de dix (10) quintaux a été saisie lors d'opérations distinctes menées mardi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) et la Gendarmerie nationale avec la Douane dans la wilaya de Naâma, a indiqué hier mercredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et dans la dynamique des efforts soutenus visant à endiguer la propagation du fléau de narcotrafic dans notre pays, un détachement combiné de l'ANP, en coordination avec les services des Douanes, a arrêté, le 7 juillet 2020, près de Ain Safra, wilaya de Naama, en 2e Région militaire, trois (3) narcotrafiquants et saisi une grande quantité de kif traité s'élevant à 8 quintaux et 91,4 kilogrammes, ainsi qu'un camion et un véhicule touristique», précise la même source. Dans la même localité, des éléments de la Gendarmerie nationale, en coordination avec les services des Douanes, «ont appréhendé deux (2) narcotrafiquants à bord d'un véhicule touristique chargé de 85,05 kilogrammes de kif traité, pour porter ainsi le bilan des quantités de kif traité saisies, en ce jour, à un total de 9 quintaux et 76,45 kilogrammes», ajoute le communiqué. Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset en 6ème Région militaire, «81 individus et saisi 16 groupes électrogènes et 2 marteaux piqueurs servant dans les opérations d'orpaillage illicite», tandis que des Garde-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de «41) personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, à Oran, Mostaganem et Aïn Témouchent en 2ème Région militaire», conclut le MDN.

S. N.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

20 décès et 1 326 blessés en une semaine

20 PERSONNES ont trouvé la mort et 1 326 autres ont été blessées dans 1154 accidents de la circulation survenus à travers différentes régions du pays durant la période allant du 28 juin au 4 juillet, selon un bilan publié mercredi par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif, avec 3 personnes décédées et 50 autres blessées dans 42 accidents de la route.

Les secours de la Protection civile sont intervenus également pour l'extinction de 2976 incendies notamment urbains et industriels enregistrés à travers le territoire national.

Par ailleurs, un total de 4663 agents de la Protection civile, tous grades confondus, et 670 ambulances, ainsi que 455 engins d'incendie ont été mobilisés durant la même période pour effectuer des opérations de sensibilisation des citoyens et de désinfection générale des quartiers à travers les 48 wilayas, dans le cadre de la lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19). Selon la même source, les unités de la Protection civile ont effectué, durant cette période, 896 opérations de sensibilisation à travers les 48 wilayas pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation sociale, ainsi que 613 opérations de désinfection, ayant touché «l'ensemble des infrastructures, édifices publics et privés, quartiers et ruelles», ajoute-t-on.

S. N.